

## THESIS / THÈSE

### MASTER EN SCIENCES DE GESTION À FINALITÉ SPÉCIALISÉE EN BUSINESS ANALYSIS & INTEGRATION

#### Rôle des banques centrales durant la crise financière cas de la République Démocratique du Congo

Lukusa Mutombo, Clovis

*Award date:*  
2019

*Awarding institution:*  
Universite de Namur

[Link to publication](#)

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



**RÔLE DES BANQUES CENTRALES  
DURANT LA CRISE FINANCIÈRE**

**CAS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**Par Clovis LUKUSA MUTOMBO**

**Directeur: Prof. Oscar Bernal**

Mémoire présenté  
en vue de l'obtention du titre de  
Master 120 en Sciences de gestion, à finalité spécialisée

**ANNEE ACADEMIQUE 2017-2018**

« Le riche songe à l'année qui vient, le pauvre pense au jour présent »

Proverbe chinois.

« L'erreur n'annule pas la valeur de l'effort accompli »

Proverbe Africain

## AVANT- PROPOS

---

Sur le point de clore mon cycle de Master en Sciences de Gestion à finalité spécialisée, et conformément au règlement de l'Université. Mon travail présente un travail d'analyse sur le rôle des banques centrales durant la crise financière et plus particulièrement le cas de la République Démocratique du Congo.

Grande est ma joie d'exprimer ma gratitude à l'endroit du Professeur Oscar Bernal qui en dépit de ses multiples occupations, a accepté de diriger ce travail. Ses remarques, conseils et sa disponibilité m'ont profondément marqué. Qu'il en soit vivement remercié.

Que tous nos enseignants qui nous ont, durant nos études, fait profiter de leurs connaissances et de leurs expériences tout au long de ce parcours académique acceptent nos sincères remerciements.

Enfin, Ma gratitude va aussi particulièrement à mes parents qui n'ont cessé de m'encourager et tous ceux qui de loin ou de près m'ont apporté leur soutien de quelque façon que ce soit trouvent ici l'expression de ma gratitude.

# TABLE DES MATIERES

---

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>SECTION 1 : RECAPITULATIF DE LA CRISE FINANCIERE .....</b>	<b>9</b>
<b>1. La genèse de la crise financière de 2007 .....</b>	<b>9</b>
1.1. Les causes profondes de la crise.....	9
1.2. Les causes immédiates de la crise.....	11
<b>2. Les causes contemporaines de la crise .....</b>	<b>12</b>
2.1. Les Causes conjoncturelles.....	12
2.2. Les causes structurelles.....	13
<b>3. La Propagation de la crise.....</b>	<b>14</b>
3.1. La propagation à l'économie américaine .....	15
3.2. La propagation dans les pays émergents et en voie de développements.....	17
<b>SECTION 2 : TRANSMISSION DES EFFETS DE LA CRISE INTERNATIONALE À L'ÉCONOMIE CONGOLAISE .....</b>	<b>19</b>
<b>1. Principales caractéristiques de l'économie.....</b>	<b>19</b>
<b>2. L'Economie Congolaise avant la crise .....</b>	<b>21</b>
<b>3. L'économie congolaise pendant la crise .....</b>	<b>24</b>
<b>4. Canaux de transmission de la crise en RDC.....</b>	<b>31</b>
4.1. Les flux de financements externes.....	33
4.2. Investissements directs étrangers (IDE) .....	33
4.3. Le commerce .....	34
4.4. L'aide extérieure .....	35
<b>SECTION 3 : LES INSTITUTIONS FACE A LA CRISE INTERNATIONALE .....</b>	<b>37</b>
<b>1. Les effets de la crise sur l'économie de la République Démocratique du Congo .....</b>	<b>37</b>
1.1. Relations économiques extérieures .....	37
1.2. Effets sur les finances publiques .....	39
1.3. Effets sur la situation monétaire.....	40
1.4. Impact sur l'aide extérieure et secteur social.....	41
<b>2. Mécanismes de sorties des effets de la crise .....</b>	<b>42</b>
<b>2.1. Mécanismes de sorties de banques centrales de pays de la CIVETS.....</b>	<b>42</b>
2.1.1. La Colombie.....	43
2.1.2. L'Indonésie.....	43
2.1.3. Le Vietnam .....	44
2.1.4. L'Égypte .....	44
2.1.5. La Turquie .....	45
2.1.6. La République d'Afrique du Sud .....	46
2.2. Différences de politiques monétaires .....	47
2.3. Mécanismes de sorties par les autorités de la RDC .....	48
2.2.1. Mesures de politique budgétaire .....	48
2.2.2. Mesures de politique monétaire .....	50

<b>3. Situation économique après la crise .....</b>	<b>51</b>
3.1. Croissance économique .....	52
3.2. Taux de change et inflation .....	53
<b><i>CONCLUSION.....</i></b>	<b>57</b>
<b><i>INDEX TABLEAUX .....</i></b>	<b>59</b>
<b><i>BIBLIOGRAPHIE.....</i></b>	<b>60</b>
<b><i>ANNEXES.....</i></b>	<b>61</b>

## INTRODUCTION

---

La crise économique-financière de 2007, qui, tire son origine du secteur immobilier des États unis d'Amérique, était comme une onde de choc qui s'est répandue à travers le monde dû à la grande influence de l'économie américaine sur l'économie mondiale. Les effets de cette crise, qui était d'abord financière puis économique par la baisse de la production et consommation, ont commencés à se ressentir en 2008 d'abord par les pays industrialisés ayant un lien direct avec le marché financier international, et ces pays développés et émergents connaissent à leur tour une stagnation de l'activité économique. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale qui était de 5 % en 2007 est passé à 3,9 % en 2008 et 3,0 % en 2009 à cause du recul de l'activité économique dans les pays développés et de la stagnation de la croissance dans les pays émergents.

Cette crise n'a pas seulement un impact direct sur les marchés financiers et économiques des pays industrialisés et émergents, mais aussi des effets indirects sur les économies des pays en voie de développement. Comme pour bien des pays en voie de développement, particulièrement d'Afrique, la République Démocratique du Congo (RDC) a été touchée de manière indirecte par cette crise économique-financière. Eu égard à sa vulnérabilité aux chocs de divers ordres, à sa petite taille, à sa structure et à sa dépendance au reste du monde, Nshue M. Mokime(2009); « l'économie congolaise a été essentiellement affectée à travers sa balance des paiements (le volume et le prix des exportations et importations ainsi que les termes de change) et ses flux financiers (l'aide extérieure, les investissements directs étrangers et les transferts de revenus) ».

Le ralentissement des activités sur certains marchés internationaux, tel que dans le secteur minier, a eu un impact négatif sur les pays producteurs et/ou exportateurs de produits minier. Et parmi eux, il y a la RDC qui a comme activité phare l'exploitation de ces minerais, génératrice de croissance et source principale de devise au pays. En affectant l'activité minière à travers une baisse des cours des matières premières et une diminution de la demande mondiale de minerais, le repli de la croissance économique mondiale a entraîné un ralentissement de la croissance économique en RDC.

Eu égard de la baisse de la demande mondiale sur les matières premières, impactant considérablement l'économie de la RDC par la baisse de recette sur ses exportations, un déficit budgétaire, baisse de finances publiques et des investissements, un travail de réflexion m'a semblé opportun afin d'étudier les impacts de la crise internationale de 2007 sur la situation économique de la RDC.

Pour accomplir ce travail, j'ai fait mon analyse sous quatre axes :

- Quel a été l'impact de la crise économique-financière mondiale de 2007 sur l'économie de la RDC ?
- Quels sont les liens qui lient le marché financier international au pays en voies de développement de l'Afrique ?
- Comment la RDC à travers sa banque centrale a-t-elle réagi vis-à-vis de ces chocs ?
- Est-ce que les mesures mises en place ont été efficaces ?

Quand à l'hypothèse de mon travail, elle s'articule comme suit :

- Le ralentissement de l'activité économique, par la crise internationale, de pays industrialisés et émergents qui sont les premiers importateurs de la production minière congolaise, ne pouvait que se traduire par la baisse de la demande mondiale de matières premières ainsi que la dégradation de l'équilibre de la balance de paiements.
- La récession de pays développés qui allouent un certain budget pour des programmes d'aides aux pays en voie de développement tel que la RDC, se verront, par la contrainte de la crise, réduire leur aide pour sauver leurs propres économies. Ainsi, la RDC dont le budget dépend à un certain pourcentage de cette d'aide, serait privée d'une source de financement et ajoutant à cela la difficulté qu'emmène la baisse de recettes des exportations.
- Le dérèglement de la balance de paiements a aussi comme effet négatif la hausse de prix de produits importés, conduisant aussi la détérioration du bien-être car moyennement 45% des importations de la RDC étaient entre 2007 et 2010 des biens de consommations<sup>1</sup>
- La crise en entraînant une baisse des investissements directs étrangers, a conduit à un rétrécissement de la production minière, qui dépend fortement des capitaux extérieurs

Mon intérêt à étudier l'impact de la crise économique-financier de 2007 dans les pays en voie de développement est d'observer comment une crise, qui au départ était financière, peut affecter les cadres macroéconomiques de pays en voie de développement, n'ayant aucun lien direct avec le marché financier international. Deuxièmement, il serait intéressant d'examiner le rôle qui a été de la banque centrale du Congo, par les politiques mises en place, pour faire face à cette crise et leurs efficacités.

Ce travail couvre la période allant de 2007 à 2010, soit 4 ans. Quant à la délimitation spatiale, mon étude se portera sur de la République Démocratique du Congo. Ce choix de temps et de l'espace géographique est dû à la date de début de la crise et le temps de propagation jusqu'au ressenti en RDC.

---

<sup>1</sup> 2011, Les importations de la RDC 1960-2016, Notes de conjoncture, Banque centrale du Congo.

Pour mener à bien mes recherches, j'ai opté pour une analyse qualitative, cette décision est liée à la difficulté à accéder à certaines informations. Pour faire cette étude, j'ai eu recours à la technique documentaire qui nous m'a permis de consulter différents documents (articles, ouvrages, rapports, ...) ayant trait au sujet sous étude, et elle m'a permis aussi de récolter des informations relatives à la question étudiée. J'ai également utilisé la méthode descriptive et la méthode historique pour venir à bout de cette analyse. La méthode descriptive m'a permis de décrire au mieux cette crise. La méthode historique m'a permis de déterminer les origines de la crise ainsi que ses causes. Aussi, elle a permis de contextualiser et de retracer l'évolution de la crise en RDC.

Outre l'introduction et la conclusion, le présent travail comporte trois chapitres. Dans la première section je présenterais un récapitulatif de la crise aux USA et en Europe, et les canaux de transmissions. La seconde section explique la nature de la crise, la situation macroéconomique de la RDC et le temps de propagation de la crise. Pour sa part, la troisième section traite de la pertinence de la politique de la Banque Centrale Congolaise face à la crise et les résultats escomptés de la politique. Pour terminer par quelques recommandations sur le sujet.

## SECTION 1 : RECAPITULATIF DE LA CRISE FINANCIERE

---

Pour mieux comprendre les effets de la crise, je suis d'abord remonté jusqu'aux origines de la crise. Avec une observation pour comprendre l'origine de cette crise et sa propagation.

### 1. La genèse de la crise financière de 2007

Pour entrer dans le vif du sujet, il est important de définir le terme autour duquel sera construit ce travail, La crise financière. C'est un terme assez complexe à définir, en effet, la crise financière ne se rapporte pas à un seul domaine précis de la finance, elle peut avoir aussi plusieurs facettes, différents segments du marché financier pris individuellement ou combinés peuvent causer la crise financière. Faquet(2017) ; Dans son étude sur les causes communes des crises financières, de la matrice causale des crises financières composée de quatre éléments principaux : Des innovations financières mal calibrées, une boucle rétroactive entre accélération de la distribution de crédit et bulle d'actifs, des inégalités économiques élevées et enfin des conflits d'intérêt propices au laisser-faire.

La crise de subprimes, qui est le sujet de notre étude, est une crise causée par des crédits immobiliers hypothécaires à taux variables aux USA accordés aux personnes représentant un risque de défaillance ou défaut de remboursements, d'où le nom de crédits subprimes. Normalement lorsqu'un particulier souhaite acquérir un logement il peut emprunter auprès de sa banque le montant nécessaire et cela en fonction de son salaire et de sa capacité à rembourser. Ces prêts avaient la particularité d'être accordés à un taux élevé à cause du risque de défaut de paiement couru par la banque vue la situation financière modeste des emprunteurs et s'oppose donc aux prime rates, qui quant à eux, sont accordé à des conditions différentes que celles des subprimes et à une classe de citoyens plus aisés, les créanciers étaient les banques, les sociétés d'assurances.

Les agences de notation séduites par ses prêts d'apparences rentables tant que le cours de l'immobilier était en hausse, mais risqués finissent par accorder une meilleure note de triple A à ces crédits, ce qui avait incité de nombreuses établissements financiers de titriser ces créances, créant ainsi une ruée des investisseurs vers ces titres. Quand l'inévitable arriva, ces emprunteurs à risque appelé NINJA (*no jobs, no income*) ne pouvant plus faire face aux taux d'intérêts variables, n'ont pas pu rembourser leurs crédits, c'est tout le système qui s'effondre provoquant la chute des titres. Zoellick (2010) ; Cela donne naissance à une crise systémique et une récession touchant l'ensemble de la planète, les finances publiques étant lourdement sollicitées pour résoudre cette crise, le déficit public s'est creusé dans des nombreux pays, après un recul du Produit Intérieur Brut mondiale de 2,2 % en 2009.

#### 1.1. Les causes profondes de la crise

Les crises précédentes, par une approche comparative, elles commencent toujours par un fait marquant. Et là on fait allusion à la crise boursière de 1929 et la crise économique de 1970. Les causes profondes de la crise de 2007 aux USA sont à chercher dans les années 1990. En effet, La FED dans sa politique de lutte contre l'inflation, elle avait maintenu son

taux directeur à un niveau très bas vers les années 1990. Ce genre mesure associée à un marché du crédit complètement déréglementé ont eu pour corolaire l'engouement de banques à accorder des crédits hypothécaires.

Alors que le prix de l'immobilier était élevé, les taux d'intérêt bas, cela avait pour effet d'inciter les courtiers du secteur de crédit immobilier de trouver de plus en plus des acquéreurs à leurs produits sans qu'il y ait un contrôle sur le profil des emprunteurs, ces agents étaient rémunérés par un contrat de crédit signé. Ce type de contrat permettait aux courtiers de grossir l'enveloppe des primes pour les contrats signés, c'est l'inconvénient des contrats de salaire à la pièce.

Les différents fronts que menaient les USA, à l'intérieur comme en dehors de ses frontières avec les attentats subis ont eu un impact budgétaire dépassant même les prévisions malgré l'appui de partenaires internationaux pour mener cette guerre contre le terrorisme international. « Les finances publiques ont été fortement sollicitées afin de lutter contre le terrorisme, d'autant plus que le portefeuille alloué aux opérations militaires avait été revu à la hausse »<sup>2</sup>. Quant au cadre économique, les attentats et les guerres menées par les USA ont eu à exercer une action déterminante sur la marche de l'économie américaine. Tsasa Kimbambu(2008) ; D'après le National Bureau of Economic Research (NBER), il ya récession lorsqu'on observe au sein d'une économie le recul de quatre variables économiques suivantes : l'emploi, la production industrielle, les ventes locales et le revenu réel. De ces faits. Le taux de croissance de l'activité économique Américaine a été positif passant de 0,8 % en 2001 à 1,59 % en 2002(Annexe tableau 1), tandis que le taux de chômage est passé de 4,7% en 2001 à 5,8 % en 2002, et il a atteint en 2003 son chiffre le plus élevé depuis 1996, soit 6%.

D'après le NBER, tous ces événements de la lutte contre le terrorisme et la guerre ont impacté directement l'économie des USA, pour faire face à ce terrorisme, les autorités américaines ont augmenté fortement les dépenses publiques dans les opérations militaires. Les infrastructures financières de New York étant détruites par les attentats et pour éviter toutes conséquences à court terme, la FED décide d'injecter de la liquidité sur le marché<sup>3</sup>. En effet, la politique monétaire de la FED a été de baisser le taux directeur pour relancer l'économie qui stagnait, le taux le plus bas de la FED a été de 1%. Le gouvernement américain a eu aussi à prendre des mesures de relance telles que le financement par L'Etat fédéral des entreprises en risque de faillite, et particulièrement les banques qui possédaient ces titres de subprimes. Selon les conclusions du Fond monétaires, le niveau d'endettement des USA a atteint des niveaux record pour un pays industrialisé et première puissance mondiale, causant ainsi un déséquilibre dans croissance

D'un autre côté, la contraction de l'économie qu'on observe pendant la période des attentats est le résultat aussi de la baisse importante des exportations causait par ce qu'on

---

<sup>2</sup> 2002, Les conséquences économiques du terrorisme, Les perspectives économique, OCDE.

<sup>3</sup> Idem

avait évoqué précédemment les différents fronts de guerres menés par les USA, le solde budgétaire des Etats-Unis fut marqué par un déficit record du fait que le gouvernement américain affectait environ dix millions de dollars par mois pour soutenir la guerre en Irak.

## 1.2. Les causes immédiates de la crise

L'économie des Etats-Unis d'Amérique a connu des réelles difficultés après les attentats de 2001, cela a eu comme conséquence la fragilisation du système économique face aux différents chocs et cela s'affirme avec les oscillations du taux d'inflation entre l'année 2000 et 2007(Annexe Tableau 2). Les Etats Unis ont dû réajuster leur politique budgétaire et monétaire. Selon les statistiques financières internationales du Fond monétaire international, la Réserve fédérale (FED) avait augmenté de manière progressive le taux directeur à partir de 2005 allant de 1% à plus de 5%, impactant ainsi le taux de prêt accordé par des établissements de crédits. Voir annexe tableau 3.

Les différentes politiques budgétaires et monétaires post attentat ont eu d'abord un impact positif sur l'octroi de crédit avant 2005 puis un impact négatif sur les crédits de subprimes qui ont causé la crise. Il y a aussi le manque de régulation du secteur immobilier et différentes innovations de produits financiers par la libéralisation du secteur financier qui ont amplifié le risque de la crise.

Notons par ailleurs qu'il y avait deux sortes de taux : le « prime rate » étant le moins populaire, est le taux plus faible proposé aux emprunteurs, présentant un moindre risque de défaut de paiement, et le deuxième taux est le « subprime rate » représente le taux d'intérêt le plus élevé, parce qu'il a été aménagé pour les emprunteurs présentant un risque important de défaut de paiement.

La crise de 2007 était principalement une crise de crédit nonobstant ses différents aspects par lesquels elle est passée. Le consommateur américain a toujours été la locomotive de la croissance mondiale. La Banque Centrale Américaine, la FED avait décidé de réduire son taux directeur pour favoriser la consommation par les crédits octroyés par les institutions financières. Cela était dans le but d'éviter une récession après les attentats du 11 septembre visant le **World Trade Center**. De ce fait, aux Etats-Unis, les créanciers ont consenti des prêts sans aucune garantie de capacités financières pour le remboursement par les emprunteurs.

Par ailleurs, les banques (créancières) deviennent dès lors très méfiantes, les unes aux autres, aussitôt elles se mettent à pratiquer des taux très élevés en raison des emprunteurs à risques, Pour mieux comprendre la faillite d'abord de grandes banques américaines, il faut d'abord apprendre le fonctionnement d'un système bancaire : quand vous empruntez 200.000 USD à une banque cela augmente la masse monétaire en circulation de 200.000\$ sur le marché et elle en crée donc 200.000 USD.

Tout comme pour le secteur boursier, l'information est un facteur pouvant avoir une incidence sur l'équilibre du marché financier une fois les épargnants informés des difficultés connues par les banques, ils se ruent vers elles pour récupérer leur argent mais en ce

moment, les banques étant à court de liquidités ne peuvent plus rembourser les épargnants, la crise qui était financière devient alors bancaire.

Avec l'éclatement en 2000 de la bulle internet aggravé par le choc des attentats terroristes du 11 septembre, causant l'effondrement du World Trade Center et occasionnant ainsi près de 2985 morts, l'économie Américaine s'est vue fragilisée. Artus, Betbèze et Capelle-blancard (2008) ; « La Reserve fédéral avait alors brutalement baissé son taux directeur de 6,5 % à 1,75 % de janvier à décembre 2001, puis à 1 % en juin 2004, niveau le plus bas atteint depuis 1958 ». L'intention était de procéder à une forte injection de liquidité pour éviter tout risque de récession en dopant la croissance.

Après cet événement, le gouvernement a engagé de lourdes dépenses militaires en Afghanistan contre les talibans. Cette guerre a eu un impact plus grave sur l'économie Américaine que ne l'avaient estimé les dirigeants de l'époque.

## **2. Les causes contemporaines de la crise**

### **2.1. Les Causes conjoncturelles**

L'origine de la crise tient de la politique monétaire de la réserve fédérale en 2005 et de la création de produits financiers opaques et mal maîtrisés. La FED a augmenté son taux directeur en 2005, et les conséquences ont été un taux de défauts de 15% en 2007 auprès de prêteurs à risque, avec le renchérissement du taux d'intérêt de crédits immobiliers. La hausse du taux directeur de 1% à 5% par la FED devait apporter une baisse dans la tendance inflationniste de prix. En effet, après l'éclatement de la bulle internet en 2000, La FED a baissé et maintenu son taux directeur à 1%, créant ainsi une masse monétaire importante en circulation et le renforcement de la bulle immobilière.

Il est important de noter que lors du mandat de George W. Bush, en 2004, il a été lancé une politique d'accession à la propriété privée pour les plus modestes. Le gouvernement américain a mis en place le « ownership society » pour faciliter cet accès à la propriété. Cela a permis de pousser les banques et les sociétés spécialisées en crédit à lancer les subprimes, en allégeant les critères d'octroi de crédits aux ménages présentant un risque élevé de non remboursement.

En 2005, la FED a commencé à relever son taux directeur jusqu'à éteindre 6%. Cette augmentation a eu un impact considérable sur le marché de l'immobilier qui a connu, la même année, une baisse importante. Les prêts immobiliers appelés « subprimes » visaient les ménages à faibles revenus, et le taux d'intérêt, était dans un premier temps fixe puis variable en « tirant » vers le haut.

Les banques et les institutions de crédits comptaient sur la hausse de l'immobilier afin de reprendre les maisons, auprès de ménages en incapacité de paiement, pour les revendre aux plus offrants avec une plus-value à la clé. Il sied de préciser que la maison en soi constituée la garantie pour les prêteurs c'est-à-dire que les institutions qui octroient ces crédits se réservaient le droit de saisir le bien immobilier en cas de non-remboursement.

Avec la hausse du taux d'intérêt, le prêt devenu difficile à rembourser, a fragilisé les ménages à faibles revenus entraînant des saisies en cascade de ces maisons. Le résultat sur le marché de l'immobilier était d'une part, une entrée en masse de ces maisons saisies par les institutions de crédits, avec la loi de l'offre et de la demande, les prix de l'immobilier chutent. D'autre part, la difficulté à la revente de ces biens immobiliers à cause d'une offre supérieure à la demande et des prix très bas qui se propageaient. Les institutions récupéraient moins leurs mises et octroyaient de moins en moins les crédits.

Pour couvrir les risques liés aux emprunteurs à risque, et couvrir les organes prêteurs, les banques vont racheter ces subprimes pour les transformer en titres financiers. Par le système financier international, les investisseurs nationaux et internationaux et par les crédits défaut swap (CDS) et/ou ces nouveaux produits financiers qui sont les titres adossés à des crédits hypothécaires à haut rendement. Ces crédits hypothécaires à risque étaient devenus des instruments financiers spéculatifs. Mais avec la contraction générale du marché immobilier, les titres n'ont plus de valeur sur le marché financier international. Le secteur bancaire prend panique parce que ne sachant pas qui possède dans son actif ces titres financiers « subprimes », ce qui va déclencher un assèchement du marché interbancaire causant alors une crise de liquidités. Les craintes sont grandes entre chaque établissement financier, surtout, la peur d'une contagion et d'une perte généralisée dans ce secteur. La hausse du taux d'intérêt qui a causé des défauts de paiement des emprunteurs à risques et la chute du prix de l'immobilier par l'entrée en masse sur le marché de maisons saisies ont donc contribué au déclenchement la crise de subprimes.

## 2.2. Les causes structurelles

Bernanke (2012) L'ancien président de la FED, les causes de la crise financière par la simultanéité de deux éléments : « les déclencheurs et les fragilités ».

- *Les déclencheurs* : sont les événements et causes qui entretiennent la crise tels le concept de subprimes, la bulle immobilière qui s'est créé autour, mais aussi le niveau d'endettement très élevé, que ce soit du côté de l'État ou de particuliers.
- *Les fragilités* : qui aggravent la crise sont dues « aux défaillances structurelles du système financier, et par le fonctionnement de la réglementation et du contrôle exercé sur ce système ». Par ailleurs, il y eut le « Shadow Market » qui est un marché parallèle non réglementé où se font de transactions d'actifs et de biens se trouvant hors système financier classique.

Les différentes innovations financières ou la titrisation de subprimes par les produits dérivés ont apporté un risque systémique dans le secteur financier national et international. Les banques possédant ces créances dans leurs actifs, ont voulu réduire les risques liés au crédit subprime. Parmi les différents instruments qui peuvent transférer les risques entre institutions financières ou avec les investisseurs, deux types de produits dérivés, particulièrement, ont été au centre de cette crise ;

- *Le Crédit Défaut Swaps (CDS)* : Les CDS sont comme des assurances que les banques et autres institutions financières prennent pour se protéger du risque d'un défaut de paiement comme du crédit octroyé.
- *Le Collateralised Debt Obligations (CDO)* : ou encore obligation structurée adossée à des emprunts, il s'agit ici de la titrisation de crédits octroyés. Ils permettent aux banques de se refinancer, et de se débarrasser des actifs risqués. Dans les CDOS, on retrouve trois niveaux d'actifs ou subordination de dette selon leur ordre de séniorité : « Equity », « Senior » et « Mezzanines ». La tranche Equity qui n'est pas prioritaire pour le remboursement en cas d'insolvabilité de la société émettrice, possède une rentabilité plus élevée. « Plus la séniorité est faible, plus le spread sera élevé ».

### 3. La Propagation de la crise

L'onde de choc qui a atteint le reste du monde commence par la déclaration de faillite de la quatrième banque d'investissement américaine, Lehman Brothers. Les autorités voulant faire de cette banque un « cas pédagogique » concernant les risques inconsidérés que prennent les banques, et faute d'un repreneur, elles décident de la laisser couler. Cette crise d'abord immobilière, a subi plusieurs mutations dans sa progression, cela est décrit dans ma figure 1. Durant l'été 2007, la crise va toucher les pays outre-Atlantique par le biais de la titrisation des crédits subprimes, ces produits financiers opaques dans lesquels on trouve divers types de crédits telles les obligations, crédits consommations ainsi les subprimes, ont été achetés et revendus par différents acteurs financiers au-delà de l'Atlantique par le principe de la globalisation financière. Plusieurs investisseurs et banques de pays qui émergents, se retrouvent avec des actifs toxiques dans leurs bilans.

Quant à la propagation de la crise, elle s'est non seulement répandue dans tous les secteurs de l'économie américaine, mais par effet de contagion, elle a aussi touché les économies de divers pays émergents. Comme susmentionné, la crise tire sa source du système économique américain basée sur la consommation. Les établissements de crédit, encouragés par un taux directeur favorable aux crédits, ont poussé le vice on octroie des crédits aux ménages plutôt pauvres ou à risques. Ces ménages sont devenus insolubles, la valeur des prêts avait donc baissé.

Le concept de ce type de crédit qui consistait à faire du bien immobilier en soi une caution ou le gage dudit crédit, et avec la chute de la valeur de ces biens entrés en masse dans le marché immobilier, les établissements de crédit se sont trouvés avec des emprunteurs en incapacité de paiement et des biens immobiliers qui ont perdu de leur valeur, et donc la difficulté à récupérer leurs investissements. Cela cause ainsi l'éclatement de la bulle immobilière. La crise qui était d'abord immobilière s'est mutée en crise bancaire puis financière pour finir en une crise économique touchant l'ensemble des activités économiques des USA, ce qui cause alors la récession économie.

Dans une démarche de refinancement à court terme, les banques et les autres établissements de crédit ont créé des produits dérivés financiers du subprime ou ont

recouru à la titrisation de créances subprimes pouvant être échangés sur les places boursières. Il y a eu un engouement autour de ces titres avec une promesse de forte rentabilité. Beaucoup d'investisseurs et autres fonds d'investissements avaient investi dans ces titres boursiers, mais avec l'éclatement de la bulle immobilière et la perte de la valeur de ces prêts, il devient alors difficile de revendre ces titres sur les places boursières ou de les vendre sans casser les prix parce que les potentiels acheteurs commencent alors à s'en méfier. Et Les banques connaissant des problèmes de liquidités, cherchent à se refinancer auprès d'autres banques sur le marché interbancaire, ces dernières, par la méfiance qu'avaient suscitée ces produits entre agents financiers et ne sachant pas qui possède ces actifs toxiques dans bilan, cela assèche le marché interbancaire d'où la crise de liquidités. Dans les pays émergents, les banques jouent un rôle déterminant dans le fonctionnement d'une économie, si les banques venaient à manquer de liquidité, cela fragilise les activités économiques d'un pays, et le bon fonctionnement d'une économie passe par la consommation, les investissements et les exportations. Dans le contexte de la crise de 2007, la FED et les autorités américaines ont décidé de financer les banques en besoin de liquidités.

« En bref, les canaux de transmission de la crise au sein d'une même économie ont été : la dépréciation des actifs immobiliers, la dévalorisation des actions et le durcissement des conditions d'emprunt, ce qui s'est traduit par la diminution du patrimoine des agents. Cette situation aurait occasionné la chute des investissements, de la consommation et une relative hausse de l'épargne. Les agents ayant une forte aversion pour le risque ». Par ces mêmes canaux, la crise s'est propagée dans le reste du monde touchant d'abord les pays industrialisés, puis ceux en voie de développement, ne possédant pas d'encrage sur le marché financier international, par d'autres canaux que nous verrons à la section suivante.

### **3.1. La propagation à l'économie américaine**

Comme dit précédemment, la propagation de la crise passe par l'insolvabilité des emprunteurs, la dépréciation des actifs immobiliers, la dévalorisation des actions et le durcissement des conditions d'emprunt, ce qui s'est traduit par la diminution du patrimoine des agents. Cette situation aurait occasionné la chute des investissements et autres.

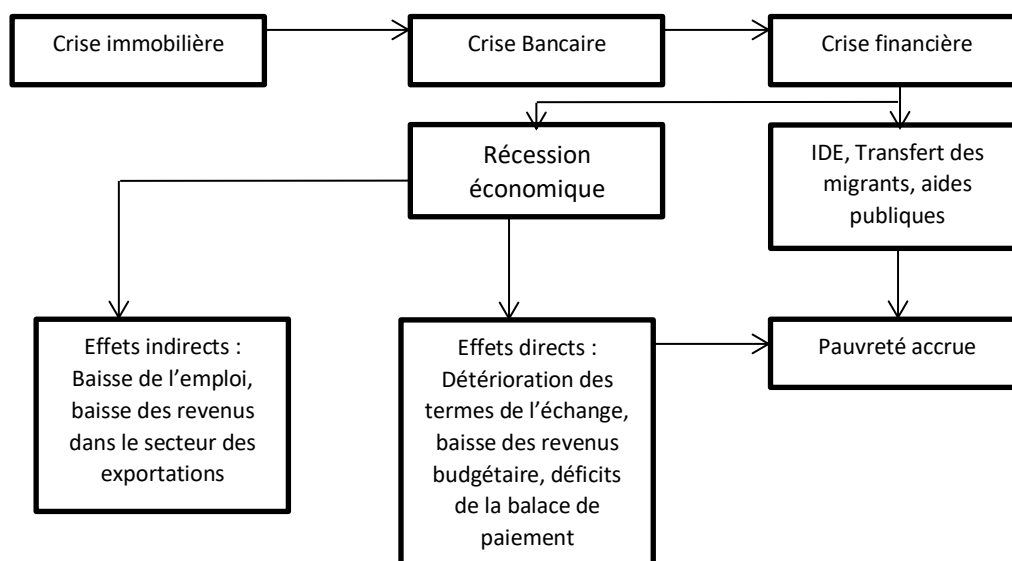


### 3.2. La propagation dans les pays émergents et en voie de développements

Que ce soit un pays industrialisé ou pas, la crise n'a laissé aucun pays indemne. Il a eu plusieurs canaux de transmission de la crise au reste du monde. À travers le monde, il y eut une vague de récessions économiques, baisse de la demande et du cours des matières premières, baisse des exportations, des IDE, etc. cette observation se confirme avec le constat aussi de différents économistes sur l'état de l'économie mondiale. Gurtner(2010) ; « plus un pays en développement est intégré dans l'économie mondiale, plus les effets ont été dévastateurs»

Hugon(2009) ; les deux canaux de contagion de la crise : le premier est le canal commercial et productif, la récession des pays industrialisés causant la baisse de la demande mondiale en matières premières a réduit le taux des exportations africaines de 5% vers ces pays. Cette baisse d'exportations, source importante des recettes budgétaires et devises étrangères. Le second canal est financier, L'Afrique a été partiellement épargnée de la crise financière parce qu'un bon nombre de pays africains ne sont pas dans le marché financier international. Nonobstant cela, il y a comme un volet financier par le transfert de migrants vers l'Afrique qui a baissé ainsi les IDE.

**Figure 2 : Schématisation de la propagation**



Inspiré du schéma de Cassimon et Kabuya (2010)

Dans le graphique ci-dessus, on voit clairement que c'est la récession économique américaine qui a touché l'économie mondiale. Ce n'est pas la crise financière qui a eu un impact général sur la marche de l'économie mondiale. Vu l'importance des États-Unis dans l'économie mondiale, une récession économique a un impact sur la demande mondiale, causant ainsi un ralentissement de la production dans le secteur industriel international.

Tsasa V. Kimbambu(2008) relève quelques points sur lesquels la crise a eu un impact dans les pays en voie de développement et précisément en Afrique.

- *Sur le plan financier*

Les pertes qu'ont connues les différents investisseurs sur les places boursières internationales ou les banques, ont eu une influence sur les investissements et filiales des banques se trouvant en Afrique, occasionnant une baisse des investissements dans le secteur privé ainsi que dans l'octroi des crédits par l'augmentation du risque de faillite des banques « mères ».

- *Sur le plan de l'économie réelle et des finances publiques*

La baisse de la demande internationale des matières premières et leurs cours mondiaux combinés avec la récession de pays demandeurs de matières premières ont pour conséquence la baisse des exportations et une contraction du secteur minier, souvent dans les pays où ils représentent une part importante dans les recettes budgétaires.

- *Sur le plan des Coopérations bilatérales et multilatérales*

Les différents partenaires de pays en voie de développement sont aussi frappés par la crise. Tous les plans d'aides publiques au développement, le transfert de technologies et de savoir-faire et une raréfaction des flux d'investissements directs étrangers en direction de l'Afrique. Les pays bénéficiaires ont été poussés à revoir en baisse leurs prévisions. Les prévisions de la Banque Mondiale annonçaient des contractions plus importantes pour 2009 dans les transferts de capitaux. La conséquence de ces contractions est la baisse des activités des entreprises. Quant aux transferts des migrants, leur diminution aura un impact négatif sur la pauvreté des ménages par le ralentissement de la consommation et des activités informelles, principale source de revenus des ménages pauvres<sup>4</sup>.

Pour clore cette section, on peut dire que les pays en voie de développement, précisément en Afrique, ont subi la crise par manque de financement et de manque à gagner dû à la baisse des exportations et au déficit budgétaires, par la diminution des apports extérieurs. Chaque pays a subi la crise selon son degré d'exposition aux marchés mondiaux.

---

<sup>4</sup> 2009, Rapport, Banque Mondiale

## SECTION 2 : TRANSMISSION DES EFFETS DE LA CRISE INTERNATIONALE À L'ÉCONOMIE CONGOLAISE

---

### 1. Principales caractéristiques de l'économie

Au regard de sa situation géographique, de sa dotation en ressources naturelles et des caractéristiques de sa population, la RDC dispose d'un énorme potentiel économique. Quoiqu'elle ait renoué avec la croissance depuis 2002, ses perspectives de croissance demeurent encore inférieures à ses possibilités de réalisation, notamment en raison des problèmes liés au cadre institutionnel et au climat des affaires. Il faudrait davantage assainir l'environnement des affaires, lutter contre la corruption, et instaurer la bonne gouvernance pour développer le secteur privé.

La RDC est à cheval sur l'Équateur et avec une superficie de 2.344.860 km<sup>2</sup>, le Congo a un fort potentiel en terre cultivable de près de 80 millions d'hectares et peut réaliser plusieurs cultures sur l'ensemble de l'année et accroître l'offre alimentaire africaine, voire même mondiale. « Sa pluviométrie y est régulière et abondante (1.545 mm/an en moyenne) et permet deux cycles agricoles »<sup>5</sup>. Elle dispose de plus de 1000 millions d'hectares de prairies naturelles capables de recevoir 30 à 40 millions de têtes de bétail ; sa capacité théorique de production annuelle de poissons frais est estimée à 700.000 tonnes. Son sous-sol renferme d'importantes potentialités minières (cuivre, cobalt, diamant (industriel et de joaillerie), or, uranium, colombo-tantalite, étain, etc.) qui servent ou pourraient servir de matière première à plusieurs industries.

« Le réseau hydrographique est dense. Il comprend notamment une trentaine de grandes rivières totalisant plus de 20 000 km de berges... La RDC est le pays le plus arrosé du continent, avec une moyenne de ressources hydriques renouvelables internes de 900 km<sup>3</sup>/an, ce qui représente presque le quart des ressources en eau douce du continent l'Afrique »<sup>6</sup>. Avec un tel potentiel, presque inexploité, il est possible de créer une carte de transport fluvial et renforcer la capacité de production d'énergie électrique. D'aucuns estiment qu'à partir de barrages d'Inga, la RDC pourrait alimenter toute l'Afrique en énergie électrique et à partir de ses cours d'eaux, desservir plusieurs pays du continent en eau potable. En effet, le barrage hydroélectrique d'Inga sur le fleuve Congo peut produire environ 40 000 mégawatts (Mw), qui peuvent répondre à une demande en énergie électrique à l'échelle du continent Africain avec les « autoroutes de l'énergie ou ligne de transport ». Pour l'heure, par manque de maintenance ou de mauvaise gestion, Le barrage d'Inga 1 et 2 qui devaient produire 1 775 Mw, produisent juste entre 650 et 750 Mw.

---

<sup>5</sup> 2005, Géographie, climat et population, FAO

<sup>6</sup> 2005, Rapport sur l'eau, FAO.

La RDC dispose des potentialités substantielles en hydrocarbures (solides, liquides et gazeux) localisées essentiellement dans trois bassins sédimentaires (le bassin côtier, la cuvette centrale et la branche ouest du Rift Est Africain). Eu égard à sa végétation, à sa situation climatologique et son potentiel agricole, la RDC pourrait également devenir un grand producteur de biocarburant (comme le Brésil qui présente les mêmes conditions géographiques).

En dépit de son riche potentiel de production, l'économie congolaise est très peu développée et dépend fortement de l'étranger. Elle se caractérise principalement par le développement du secteur primaire : agriculture et exploitation minière de (cuivre, cobalt, coltan, diamant, or, ...). Le secteur agricole emploie plus ou moins 70 % de la population et représente 40 % du PIB, le secteur minier représente environ 12 % du PIB. Le secteur secondaire (transformation des matières premières en biens de consommation) est embryonnaire, l'industrie manufacturière ne représente que 5 % et la construction et BTP 6 % et Le secteur tertiaire dont le commerce représente 22 % du PIB et le reste est composé de transport, télécommunication, banques, eau et électricité.

La plupart des intrants utilisés pour produire particulièrement les biens d'équipements, proviennent de l'étranger. La valeur ajoutée créée localement est très faible, les produits générés à l'intérieur du pays sont généralement vendus à l'état brut, et les exportations ne sont pas diversifiées. Par ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE) occupent une place de choix dans le financement de l'économie productive.

On peut aussi évoquer la prépondérance du secteur informel, un faible développement des entreprises (9000, dont 80 % de PME) surtout présent à Kinshasa et dans les grandes villes (Katanga, Bas-Congo, Kisangani, Equateur) et le secteur privé est dominé par les entreprises minières. L'industrie congolaise est pénalisée par le déficit de l'offre énergétique (électricité, eau, ...), la vétusté de l'outil de production, la faible qualification technique de la main d'œuvre et enfin la faible compétitivité de la production locale.<sup>7</sup>

Le secteur du commerce dépend fortement du marché international des matières premières et de la demande mondiale. A ce titre, la RDC est considérée comme un pays très vulnérable vis-à-vis des chocs provenant de l'extérieur. A fin 2008, le degré d'ouverture (mesuré par le rapport ou pourcentage de la somme des exportations et importations sur le PIB) était de 142 % et près de 82 % des exportations étaient constitués de produits miniers (cuivre, cobalt, diamant, or et pétrole brut). Il faut aussi noter que le compte de capital de la RDC est très ouvert (absence de restrictions majeures en ce qui concerne les flux des capitaux). Cependant, cette forte ouverture de son compte de capital n'a rien à avoir avec une plus grande intégration à la finance internationale. Les banques tout comme les entreprises congolaises interviennent timidement sur le marché financier international.

---

<sup>7</sup> 2012, Document de Stratégie Pays 2013-2017, Fonds Africain de Développement, Banque africaine de développement

Sur plan monétaire, il faut noter que l'économie congolaise est fortement « dollarisée ». Les dépôts bancaires en monnaie étrangères représentaient près de 85 % en 2007 du total de dépôts dans les banques commerciales et 49 % de la masse monétaire. En septembre 2008, les dépôts en monnaie étrangères s'élevaient à 1,162 milliard USD contre un équivalent de 655,7 millions USD de dépôts en monnaie nationale. « La même chose vaut pour tout le secteur d'intermédiation financière (assurances, hypothèques...) qui est quasi absent » Cassimon, Marysee et Verbeke (2009) aucune bourse ou valeurs boursières sont cotées ni échangées.

Les liquides monétaires circulent à plus de 95 % hors du système bancaire (Annexe tableau 4). La faible proportion des dépôts et des crédits par rapport au PIB est un signe de la faible confiance des agents économiques au système bancaire, de 2006 à 2011, les services financiers représentaient une fourchette entre 0,4 et -0,1 % du PIB.

## **2. L'Économie Congolaise avant la crise**

La République Démocratique du Congo avait connu des périodes de récession durant la décennie 90 avec une croissance moyenne de -7,1%. L'économie était caractérisée en effet par un solde négatifs des opérations financières, une détérioration de la monnaie nationale combiné avec une inflation galopante (une économie fortement dollarisée) et une dégradation du commerce extérieur.

Ainsi, l'économie congolaise a vu ses fondamentaux s'améliorer à partir de 2001 / 2002. Elle a renoué avec la normalisation du cadre macroéconomique et la croissance économique jusqu'à ce que surgisse la crise en 2008. Durant six années consécutives, soit de 2002 à 2007, l'économie avait affiché des taux de croissance positifs avec une moyenne annuelle de 5.1 % et pour 2008, il a été projeté un taux de croissance de plus ou moins 10.2 %. On ne peut pas affirmer avec certitude que cette amélioration des agrégats de l'économie et ce retour à la croissance sont l'expression d'un développement de l'activité économique. Le PIB de toute l'économie est donné par la somme des valeurs ajoutées de ses différentes entreprises (secteurs d'activités) ; primaire, secondaire et tertiaire. Ainsi, pour bien appréhender la croissance d'une économie durant une période donnée, il est nécessaire de connaître les secteurs d'activité qui ont connu des expansions et ceux qui ont enregistré des pertes de vitesse, et surtout ceux qui ont le plus contribué à la croissance.

Lorsqu'un secteur qui contribue le plus à la réalisation du PIB, connaît une forte expansion, toutes choses restant égales par ailleurs, on devrait s'attendre à un accroissement de la production de l'ensemble de l'économie et vice versa. Le processus normal de développement d'une économie passe par une suite logique de l'enchaînement des perfectionnements enregistrés, tout passe par le secteur primaire, il devrait en premier lieu se développer pour fournir des intrants au secteur secondaire qui devrait à son tour aussi se développer pour donner au secteur tertiaire un support sur lequel il fondera ses activités.

Afin de remédier aux différents déséquilibres macroéconomiques et arrêter la dégradation économique, le gouvernement avait dû exécuter dans un programme de stabilisation appelé PIR (programme intérimaire renforcé). Ce programme est le résultat de la coopération entre

la RDC et un partenaire extérieur, c'est à dire le programme était conçu par la Banque Centrale du Congo et approuvé par le fond monétaire international. Pour remédier aux déséquilibres cités ci-dessus, Le programme propose de procéder à un brisement de l'inflation excessive des années 1990, une libéralisation de l'économie et du marché de change, une unification du taux de change et la création d'un environnement favorable à la reconstruction et au retour de la croissance. Le gouvernement avait amélioré le recouvrement de ses recettes afin de budgétiser ses dépenses sur base des performances économiques réalisées pour atteindre certains objectifs. Ainsi, les recettes publiques ont connu un accroissement de 260.4 % en 2001 et de 170 % en 2002.

Après une décennie de stagnation, le pays a pu arriver à afficher des taux de croissance positifs, particulièrement après l'exécution du PIR, le lancement du PEG (Programme économique du gouvernement) qui ouvrait une voie vers le point d'achèvement à l'initiative en faveur des pays faisant partie du programme PPTe (Pays pauvre très endettés) et la signature de l'Accord Global et Inclusif permettant de créer un gouvernement de transition entre le gouvernement central et différents mouvements armés.

L'assainissement du cadre macroéconomique avait conduit à une restauration de la confiance de certains investisseurs étrangers surtout et la fin de la guerre qui avait sensiblement réduit les parties de l'économie (perte en vies humaines estimée à 4 millions de morts) c'est une perte considérable en capital humain, destruction des infrastructures, impossibilité de réaliser certaines activités à des endroits donnés du pays à cause de l'insécurité, ...). Ce lot d'amélioration a permis une reprise de certaines activités économiques. De 2002 à 2007, le taux de croissance moyen a été de 5.1 %. Il est à noter que la croissance avait légèrement ralenti en 2006 à cause d'un relâchement des politiques macroéconomiques et a repris son cours pendant les années suivant pour glisser une fois de plus avec les effets de la crise.

Bien qu'il y ait eu effectivement croissance de 2002 à 2007, il reste à noter que le PIB était insuffisant pour faire face à la crise et à l'incidence de la pauvreté qui a été observé dans le pays (estimée à près de 75 %). L'amélioration de certains agrégats de l'économie : fléchissement du taux d'inflation, stabilisation du taux de change, dégonflement du déficit public, ne signifie pas que le pays avait totalement purgé ses expériences du passé. Jusqu'à là, le pays se trouve très éloignée des OMD (objectifs du millénaire pour le développement), le revenu par habitant était projeté à 106.2 USD pour 2008. La grogne sociale ne faisait qu'augmenter dans le pays : des mouvements de grèves dans bien des entreprises et des services de l'Etat avaient vu le jour en 2007 et se sont durcis en 2008, le marché du travail est toujours trop exigu, l'accès à l'eau potable et à l'électricité pose de sérieux problèmes, la faim tue des milliers de personnes, la prévalence du VIH/Sida ne cesse de s'accroître, la situation sécuritaire continue à être fragile.

Le retour à la croissance à partir de 2002 tenait essentiellement à quatre branches de l'économie, à savoir l'industrie extractive, la construction, le transport et la communication, et le commerce. L'importance de l'industrie extractive qui est le secteur principal porteur de croissance tient sur l'exploitation des métaux non-ferreux (cuivre et cobalt) qui se trouve

justifiée par la hausse de leurs cours mondiaux. En replongeant dans l'histoire, on constate que les progrès réalisés par l'économie congolaise de 1967 à 1974 étaient dû au secteur minier, plus précisément à la production de cuivre et de cobalt. Il a fallu que les cours mondiaux de ces deux produits chutent brutalement en 1973/74 pour que l'économie – à travers la Gécamines s'effondre.

A la fin du premier semestre 2008, la balance commerciale de la RDC avait affiché un excédent à cause du produit des exportations du cobalt et du pétrole. Mais avec la baisse des cours du pétrole et du cobalt faisant suite à la crise financière internationale, il s'est observé un affaiblissement des recettes d'exportation du pays à partir du troisième trimestre 2008. La RDC ne possède pas des infrastructures pour traiter au niveau local la production extractive avant d'être exportée, ainsi le secteur minier ne pourrait pas jouer pleinement son rôle du secteur principal porteur de croissance. Non seulement que la richesse créée dans le pays serait plus importante, mais l'économie congolaise aurait la possibilité d'encaisser les chocs exogènes dû à la crise financière internationale ou plus précisément à la baisse de la demande mondiale des matières premières.

Le secteur de la construction qui avait fortement soutenu la croissance en 2002 /2004, avait vu sa contribution baissée en 2005 à cause notamment de l'offre déficitaire de ciment dans le pays. Les besoins de l'économie, et plus particulièrement du secteur de la construction en ciment n'ont pas été totalement satisfaits par les cimenteries du pays à cause de leur faible capacité de production.

Depuis plusieurs années, les secteurs transport et communication jouent un rôle de premier rang dans la croissance, particulièrement à cause de la communication. Cette dernière connaît depuis quelques années une forte croissance estimée à près de 67 % en moyenne annuelle. Malgré la faiblesse du revenu par habitant, le parc d'abonnés à la téléphonie cellulaire a franchi en 2006, la barre de 5 millions.

Il est important de noter que sur la période 2002 /2008, l'agriculture avait connu une faible contribution à la croissance économique du pays. Elle avait réalisé des taux de croissance légèrement supérieurs au taux de croissance démographique à partir de 2006 et reste dominée par les cultures vivrières et par de petites exploitations qui ont du mal à se développer, en raison de la vétusté des infrastructures et de leur accès limité au crédit bancaire. L'agriculture d'exportation est constituée essentiellement des cultures du café, du cacao, du bois et du caoutchouc dont les rendements se sont effondrés ces dernières années (BAD – OCDE, 2007).

Il faut noter qu'avec le renforcement de la contribution du secteur agricole à la croissance à partir de 2005, comme on le voit dans l'annexe, tableau 5, tenait en grande partie à l'exploitation forestière. Mais cette dernière posait problème à cause des faiblesses avec lesquelles les dispositions de contrats signés par les pouvoirs publics avec les différents exploitants étaient appliquées. Cependant le commerce qui est en expansion, contribue énormément à la croissance économique du pays. La croissance en 2008 serait impulsée selon les projections avant la crise, par les branches industrie extractive (9.6 %), commerce de gros et de détail

(13.4 %) et construction (11.7 %). La contribution attendue du secteur minier se justifie par la configuration du marché mondial de minerais en 2007 et les investissements prévus dans le secteur pour 2008.

Le secteur minier qui a toujours été porteur de croissance économique de la RDC est fort tributaire de l'état du marché mondial et des IDE, sans pour autant apporter une valeur ajoutée au niveau local. En observant la croissance de l'économie congolaise entre 2002 et 2007, on constate certains de fragilités dans sa structure. L'expansion du commerce se fait au détriment de la balance commerciale. Le secteur manufacturier reste confronté à des obstacles d'ordre structurel qui lui empêchent de jouer le rôle de prépondérant entre le secteur primaire et le secteur tertiaire.

Ce retour de la croissance en RDC, avant la crise, n'était un hasard, il tenait sur plusieurs facteurs que ça soit du côté de l'offre ou de celui de la demande. Il y a lieu de noter que la baisse de l'inflation, en entraînant un accroissement du pouvoir d'achat des revenus de la population, avait permis à la demande de soutenir l'activité économique. On peut également avancer que le retour de la croissance économique tirer son origine de l'assainissement du cadre macroéconomique et de la réalisation de certaines réformes. En autorisant une certaine prévisibilité, la maîtrise de l'inflation et du taux de change a été favorable à l'investissement privé. Les données disponibles établissent que sur la période 2000 – 2008, la formation brute de capital fixe a été en constante augmentation, elle avait représenté 3.4 % du PIB en 2000 et 19.1 % du PIB en 2008.

Enfin, pour que la consommation des ménages soit un véritable support de la croissance économique du pays, il a fallu qu'elle se fasse accompagner ; d'un accroissement des salaires réellement payés aux travailleurs. A cause de l'exigüité du marché du travail, bien des entreprises du secteur privé proposent des bas niveaux de salaires aux personnes qu'elles emploient. C'est souvent au prix d'un gel des rémunérations des fonctionnaires que l'Etat est arrivé à dégonfler le déficit de ses opérations financières, or cette pratique affecte négativement la consommation privée et même la croissance économique.

### **3. L'économie congolaise pendant la crise**

La situation économique de la RDC s'est sensiblement dégradée à partir du second semestre 2008 du fait de la crise économique financière mondiale qui s'est amplifiée de la résurgence de la guerre à l'Est du pays, guerre qui a entraîné une crise humanitaire avec plus de 250 000 déplacés de guerre et des pressions sur les finances publiques.

En effet, la reprise économique que connaissait la RDC depuis 2002 a été cassée en 2009 avec un ralentissement du produit intérieur Brut réel qui passe de 6.2% en 2008 à 2.9% en 2009. Cela se fait suite à une baisse d'activité minière, conséquence directe de la stagnation sur marché internationale de la demande de matières premières. Ensuite, cette contraction de la demande mondiale en produit minier, a stoppé l'élan que prenaient les exportations.

La diminution des recettes et l'augmentation des dépenses de sécurité pour le conflit dans la province orientale ont entraîné une dégradation de la situation des finances publiques, une baisse des réserves internationales et des pressions sur le taux de change<sup>8</sup>.

**Tableau 6 : Taux de croissance en volume de différents secteurs (%)**

SECTEUR D'ACTIVITE	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>I. Secteur des biens</b>	<b>3,7</b>	<b>3,5</b>	<b>4,7</b>	<b>3,5</b>	<b>8,2</b>	<b>6,9</b>
1. Agriculture, Sylviculture, élevage, pêche et chasse	3,2	3,2	3,0	3,0	3,0	3,0
2. Activités extractives et métallurgique	0,9	2,5	11,4	2,5	24,6	15,7
3. Activités de fabrications	0,9	5,1	2,7	1,4	1,6	1,8
4. Production et distribution d'électricité de gaz et d'eau	4,3	1,8	-4,9	-1,6	0,8	-2,7
5. Construction	13,2	5,4	3,8	9,1	9,4	10,3
<b>II. Secteur des services</b>	<b>9,1</b>	<b>11,1</b>	<b>9,8</b>	<b>2,4</b>	<b>4,1</b>	<b>5,5</b>
1. Commerce de gros et de détails	8,9	13,1	12,3	4,3	4,4	5,3
2. Transports, entreposage et communications	12,6	10,9	8,4	2,9	5,0	5,7
3. Services marchands	7,5	6,9	4,8	3,5	3,1	6,9
4. Administration publique et défense sécurité sociale obligatoire	5,8	6,2	4,2	-23,0	0,1	0,3
Droits et taxes à l'importation	14,0	19,0	15,4	8,5	12,5	19,2
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>5,6</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>2,8</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>

Source : Banque Centrale du Congo 2007 et DSCR 2006.

En effet, la récession de l'économie mondiale a entraîné une baisse considérable des cours de plusieurs produits miniers, notamment du cuivre, du cobalt et du diamant qui représentent 80 % des exportations. Les effets de cette récession mondiale ont impacté considérablement l'économie congolaise en 2009, comme on peut le voir dans le tableau 6, le taux croissance apporté par le secteur des activités extractives et métallurgiques passe de 11,4% en 2008 à 2,5% en 2009 avec une croissance globale qui passe de 6,2% à 2,8%. Le secteur représentait 23,7% du produit intérieur brut en 2008 et passe 12,1% en 2009 (cfr tableau 2). Le creusement du déficit commercial qui en est résulté a entraîné une baisse assez considérable des recettes publiques (fiscales, douanières et domaniales).

La conjoncture a commencé à se détériorer à partir du dernier trimestre de 2008 avec le recul de l'indice d'activité économique de 4,6 % contre 1,1. Au deuxième trimestre de 2009, il y a une amélioration du climat économique mondial suite de la reprise des activités économiques internationales et de la politique monétaire de la banque centrale congolaise sur le marché de changes. Ces faits ont eu comme corollaire la réduction de la volatilité sur le marché des biens et services et celui des changes. Pour les deux semestres restants, l'économie connaît une reprise de tension sur le marché de biens et services comme celui

<sup>8</sup> 2008, Déclaration de la mission du FMI en République démocratique du Congo, Communiqué de presse, FMI

des changes puis une accalmie vers mi-novembre consécutive de l'intervention régulière de la banque centrale sur le marché des changes et une faible variation de l'inflation. Cette accalmie se poursuit l'année suivante, et on peut le constater par la reprise qu'on constate en annexe, dans le tableau 7 sous la rubrique des activités extractives et métallurgiques, qui passe de 12,1 en 2009 à 45,9 en 2010; mais cette amélioration est due principalement aux secteurs minier et pétrolier. Cela serait consécutif à la reprise sur le marché international de la demande des matières premières.

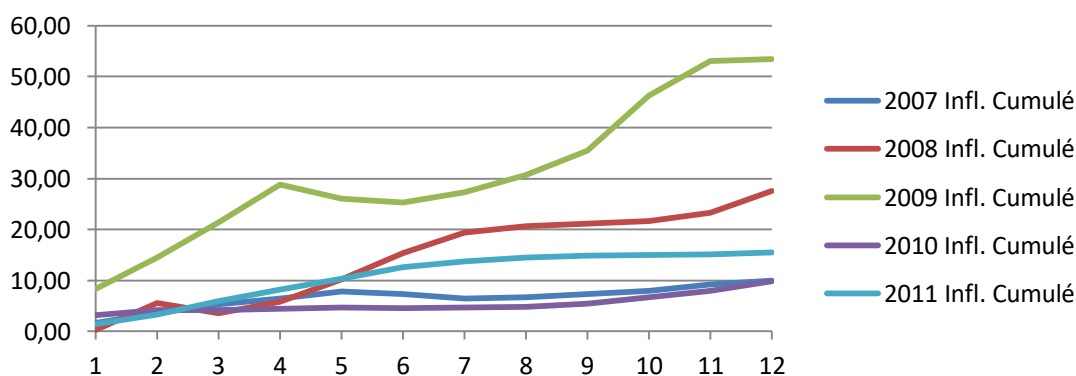
Cette reprise de l'économie qu'avait connue la RDC s'expliquer par l'exécution d'un programme visant à réduire la pauvreté et améliorer la croissance, ce programme dénommé « PEG II » couvre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2012 pour un montant de 551,2 millions USD, il était financé par le FMI. A cela s'ajoute un programme intermédiaire de 45,7 millions USD dans le cadre d'aide accordée aux pays, autrefois, appelés PPTE. Le PEG qui représente un montant conséquent avait 3 volets : La possibilité de couvrir plus de deux mois des importations du pays avec la réserve de changes, atteindre un taux moyen de croissance du PIB réel de 6,5% avec la reprise de la demande mondiale et une inflation stabilisée en dessous de 10%.

**Tableau 8 : Evolution annuelle de l'inflation (%)**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1 <sup>er</sup> Trimestre		3,5	2,1	14,7	3,9	3,6
2 <sup>ème</sup> Trimestre		7,2	10,4	26,7	4,5	10,4
3 <sup>ème</sup> trimestre		6,8	20,3	31,5	5,0	14,3
4 <sup>ème</sup> Trimestre		9,2	24,2	50,9	8,1	15,2

Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

**Graphique 1 : Evolution annuelle de l'inflation entre 2007 et 2011**



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

L'économie de la république démocratique du Congo fait souvent face à des situations de hausse généralisée de prix, mais on trouve aussi des situations où les prix de biens et services baissent. Et on parle alors d'inflation lorsqu'il y a une hausse généralisée des prix. En observant le tableau 4 et le graphique 1, on constate rapidement une résurgence de l'inflation qui caractérise l'année 2009 avec un taux qui passe de 2,1 en 2008 à 14,7 en 2009 au premier trimestre ou encore de 24,2 à 50,9. Mais on voit aussi que cette tendance inflationniste a commencé dès le deuxième trimestre de l'année 2008 pour s'amplifier l'année suivante. Selon le rapport annuel de la banque centrale (2009), la situation de hausse généralisée des prix tire son origine du recourt à la planche à billet pour financer le déficit du secteur public et cette inflation, qui pouvait être exponentielle par moments, casse avec le critère imposé par l'association des banques Africaines (ABCA) exigeant un taux d'inflation annuel à un chiffre<sup>9</sup>.

La variation de prix, pendant l'inflation, n'est pas nécessairement égale pour tous les produits, et ce, selon la nécessité ou le mode de consommation. Par rapport à ce dernier, l'analyse de la banque centrale du Congo montre que les prix des produits alimentaires contribuent à hauteur de 57,9% dans le mouvement de hausse des prix, suivi de autres articles et dépenses, logement, et habillement.

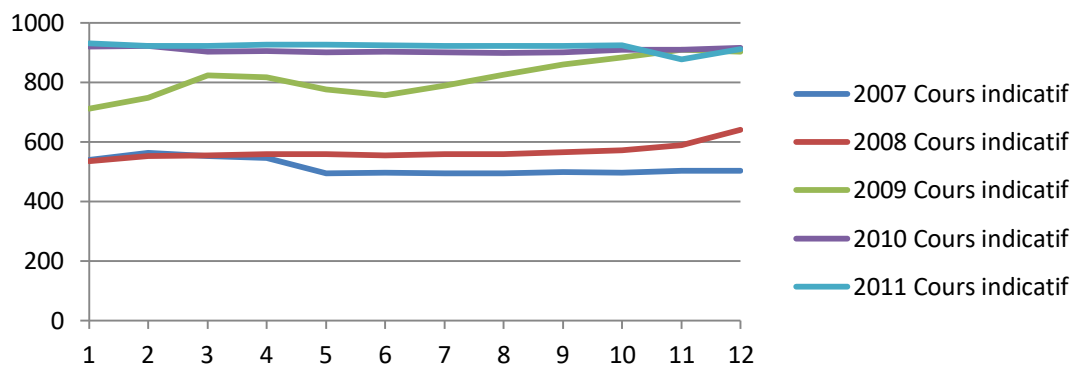
**Tableau 9 : Evolution taux de change CDF/1USD (moyenne trimestrielle)**

		2006	2007	2008	2009	2010	2011
1 <sup>er</sup> Trimestre	Cours indicatif		552,02	546,79	760,32	914,58	924,95
	Cours parallèle		554,46	554,39	801,17	916,83	929,11
2 <sup>iè</sup> Trimestre	Cours indicatif		512,16	557,14	782,55	902,57	925,19
	Cours parallèle		512,10	560,59	779,17	910,50	930,33
2 <sup>iè</sup> Trimestre	Cours indicatif		496,43	560,81	824,92	899,86	922,08
	Cours parallèle		495,47	564,09	836,50	914,5	928,11
4 <sup>iè</sup> Trimestre	Cours indicatif		501,04	599,92	898,18	910,83	903,85
	Cours parallèle		501,83	611,79	908,33	925,83	903,22

Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

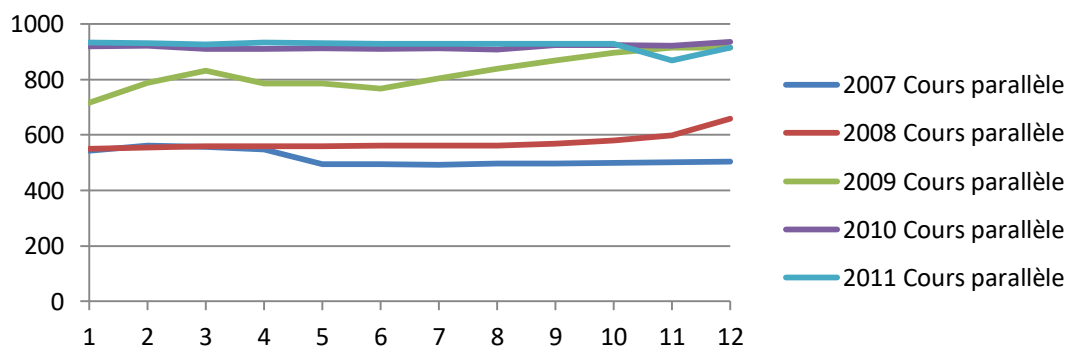
<sup>9</sup> 2009, Rapport annuel, Banque Centrale du Congo.

**Graphique 2 : Cours indicatif de change**



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

**Graphique 3 : Cours parallèle de change**



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

Dans un pays où l'économie dépend majoritairement de ses exportations, et qui importe massivement de bien de consommation et ayant une monnaie faible, le taux de change s'avère être un élément déterminant dans la régularisation de l'inflation et le niveau du pouvoir d'achat de personnes ayant à leur possession la devise nationale. En effet, en RDC les fonctionnaires et créanciers de l'Etat sont payés en devise nationale au taux indicatif. Ceci étant à l'opposé du secteur privé, qui, calcule tout (Salaires, transactions,) en devise étrangère, le dollar américain.

En observant le tableau 5, on constate une dépréciation continue de la monnaie locale, cette dépréciation est due principalement au phénomène cyclique lié à la reconstitution des encaisses en devise des opérateurs économiques après la période des fêtes de fin d'année.

Pour essayer de lisser les fluctuations du taux de change, la banque centre central réalise, ponctuellement, des opérations de ventes ou achat de devises sur le marché, cela dépend de la variation du taux indicatif. En 2009, le volume global des interventions était de 139,7 millions d'USD pour un montant total de transactions de près 1.869,7 millions d'USD contre 1.910,5 millions d'USD une année auparavant. En effet, l'année 2008 avait connu un excédent net de l'offre de devises de 57,5 millions d'USD contre une demande nette de 28,9 millions en 2007. Cet excédent est dû à la progression de l'octroi de crédits en devises étrangères par les nouvelles banques. En 2009, les achats avaient atteint 15 millions d'USD

contre 124,7 millions d'USD en vente, cette stratégie a eu un impact positif sur le taux de changes, qui, se dépréciait suite aux excédents des liquidités résultant d'une mauvaise politique de finances publiques. Le montant global ou le volume global de transactions dépend des opérations d'import et export de l'année en cours.

**Tableau 10 : Structure des exportations (en millions de USD)**

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>I. PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES</b>	<b>5.312,8</b>	<b>86,4</b>	<b>6.623,6</b>	<b>96,4</b>	<b>4.240,1</b>	<b>97,0</b>	<b>8.336,2</b>	<b>98,3</b>	<b>9.336,2</b>	<b>98,6</b>
-Produits Gecamines	266,9	4,3	211,9	3,1	112,6	2,6	191,4	2,3	187,1	2,0
-Autres sociétés	4.214,1	68,5	4.958,3	72,2	395,7	77,7	7.171,0	84,6	7.790,3	82,2
-Or	4,0	0,1	6,9	0,1	11,5	0,3	5,9	0,1	10,1	0,1
-Diamant	827,5	13,5	674,5	9,8	233,7	5,3	310,7	3,7	364,6	3,8
-Pétrole brut	--	--	772,2	11,2	486,5	11,1	656,3	7,7	983,1	10,4
<b>II. PRODUITS AGRICOLES</b>	<b>164,3</b>	<b>2,8</b>	<b>178,4</b>	<b>2,6</b>	<b>77,3</b>	<b>1,8</b>	<b>111,0</b>	<b>1,3</b>	<b>106,7</b>	<b>1,1</b>
- Café	64,5	1,0	89,0	1,3	37,3	0,9	46,7	0,6	31,4	0,3
- Caoutchouc	17,0	0,3	16,3	0,2	0,0	0,0	0	0	8,9	0,1
- Bois	80,7	1,3	73,0	1,1	40,0	0,9	64,3	0,8	65,2	0,7
- Cacao et thé	2,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0	0	0,1	0,0
<b>III. PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES</b>	<b>671,1</b>	<b>10,8</b>	<b>67,5</b>	<b>1,0</b>	<b>53,7</b>	<b>1,2</b>	<b>31,8</b>	<b>0,4</b>	<b>31,00</b>	<b>0,3</b>
- Ciment	13,8	0,2	12,3	0,2	15,7	0,4	13,4	0,2	12,65	0,1
- Produits chimiques	0,8	0,0	0,8	0,0	0,8	0,0	0	0	0	0,0
- Electricité	--	--	31,0	0,5	25,3	0,6	18,4	0,2	18,35	0,2
- autres	36,5	0,2	23,3	0,3	11,8	0,3	0	0	0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>6.148,2</b>	<b>100</b>	<b>6.869,8</b>	<b>100</b>	<b>4.371,0</b>	<b>100</b>	<b>8.477,90</b>	<b>100</b>	<b>9.471,94</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

Dans l'année 2007, le Congo avait connu une hausse des exportations comparées à l'année précédente, une hausse qui se confirme en 2008 avec les produits miniers et des hydrocarbures. Il y a eu une stagnation de la croissance en 2009, ce ralentissement reflète principalement l'impact de la crise de 2007 qui a été la cause de la contre-performance enregistrée au niveau du secteur minier, principal moteur de croissance économique en RDC. Cette dernière étant tributaire des IDE et des exportations, a ressenti fortement les effets de cette crise.

La vulnérabilité de l'économie congolaise par sa diversification limitée des activités fait que quand le secteur principal, porteur de ressources importantes, qui est le secteur minier, connaît un ralentissement ou une régression, l'économie congolaise à son tour, fait face à son tour à une récession. Par ailleurs, une analyse de la banque centrale du Congo par l'approche de dépenses montre qu'en 2009, l'économie était portée juste par la consommation privée et la formation brute de capitaux fixe.

L'économie Congolaise a non seulement connu des chocs endogènes par la reprise d'une l'inflation galopante en 2008 et s'accéléralant en 2009 avec une inflation annuelle passant de 27,6% à 53,4% d'une année à l'autre ainsi qu'une la dépréciation de la monnaie nationale. Et d'un autre côté, on retrouve une mauvaise politique publique de financement monétaire de déficits ou le gel des rémunérations de fonctionnaires pour le réduire, mais aussi la faible diversification de ses activités et le recul du produit intérieur brut consécutifs à la crise internationale. Quant aux chocs exogènes, il y a tel que la baisse du cours des matières premières en 2009 impactant fortement les exportations de la RDC et la dépendance aux IDE que concentre le secteur minier qui avait atteint 2008 1.713 millions d'USD selon la banque centrale du Congo.

Face à la situation dépeint ci-haut, la banque centrale met en place une nouvelle politique avec la baisse graduelle du taux directeur et une politique de change axée essentiellement sur les interventions à l'achat des devises afin de conforter le matelas des réserves internationales.

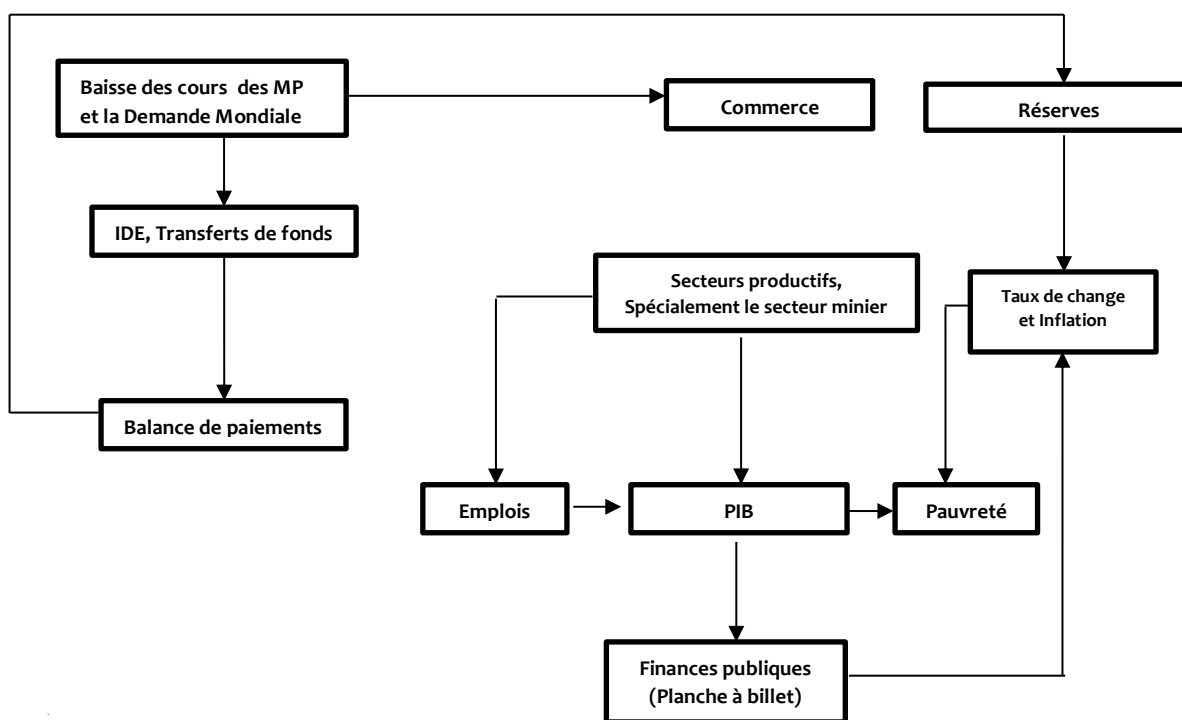
Après la récession de 2009, il y a eu une reprise de croissance économique en 2010 passant de 2,8% à 7,2% et selon l'analyse de la banque centrale par l'approche par la valeur ajoutée, en dehors du secteur minier, l'économie congolaise a été portée aussi par le marché de la construction, l'agriculture et le commerce, Comparativement à l'année 2009.

#### **4. Canaux de transmission de la crise en RDC**

Eu égard à ce qui précède, on comprend que la crise économique-financière internationale a essentiellement touché l'économie de la RDC par trois axes : le commerce extérieur par la chute de la demande internationale et la baisse des exportations, les investissements directs étrangers (IDE) par la suspension de certains d'investissement et des transferts de fonds (remittances). En effet, la récession de l'économie mondiale a engendré une chute considérable des cours de plusieurs produits miniers que la RDC exporte, notamment du cuivre, du cobalt et du diamant qui représentent plus de 80 % des exportations. Le creusement du déficit commercial qui en est résulté a entraîné une baisse assez

considérable des recettes publiques. L'incertitude qui a caractérisé les places financières internationales ainsi que la baisse des perspectives de profitabilité des entreprises ont conduit à une réduction sensible des IDE en 2009 qui baissent à 626 millions USD contre 1.713 millions d'USD en 2008. La perte d'emploi pour les congolais vivant à l'étranger a entraîné une baisse de près de 50 % des transferts de revenus en 2009 qui, aussi, baissent à 135 millions contre 212 millions USD en 2008.

**Figure 3 : Effets de la crise sur la RDC : canaux de transmission**



Source : Adapté par Kabuya kalala et Cassimon (2010)

Le ralentissement des activités économique associé à la baisse des IDE ont détérioré la position commerciale du pays Aussi le repli des activités extractives du secteur minier avait entrainé le ralentissement des activités económico-financières dans les autres secteurs, notamment la construction, le transport, le commerce des intrants chimiques nécessaires à l'extraction des minerais (les différents acides par exemple). Des pertes d'emploi ont été enregistrées dans le secteur formel comme informel de la RDC. Les entreprises, les ménages et le gouvernement ont subi des pertes de revenus résultant de ce ralentissent générale de l'activité économique par une sorte d'effet de contagion.

Dans cette économie extravertie, la forte demande en bien de consommation face à cette baisse des réserves en devise a entrainé des fortes pressions sur le taux de change. Ajouté à cela, les dépenses militaires liées à la pacification de l'est du pays ont aggravé le déficit fiscal. L'insécurité à l'est avait découragé les investissements miniers dans ces régions.

#### **4.1. Les flux de financements externes**

Avec environ vingt banques exerçantes en RDC, toutes fonctionnent sur fond des capitaux étrangers. Jusqu'en 2008, le climat des affaires était relativement satisfaisant, caractérisé par la stabilité des prix sur le marché et du taux de change. Ces banques n'avaient pas souscrit aux instruments financiers toxiques ou sophistiqués, cependant les banques ont maintenu les dépôts étrangers à l'extérieur au service de leurs clients.

Dans les périodes suivantes, le bilan des banques a subi des modifications du côté des actifs, des transactions interbancaires ont quitté 51 % pour atteindre 35 % en juin 2009, cela était dû au fait de la baisse des actifs que les banques commerciales destinées à leurs clients étrangers et à la hausse de la demande de monnaie étrangère pour couvrir les besoins en importations, du côté du passif la part de dépôt des clients a légèrement augmenté de 68% en décembre 2007 à 69 % en décembre 2009 pour chuter à 60 % en juin 2009. Quoique ces banques ne disposaient pas d'actifs toxiques dans leur bilan, certaines d'entre elles sont les filiales de grands groupes telle que Citigroup qui était cotée en bourse et a été exposée au risque de « subprimes ».

#### **4.2. Investissements directs étrangers (IDE)**

Les investissements directs étrangers constituent un levier important dans le développement et/ou l'expansion économique, d'emplois, d'investissement, ... et ce autant pour les pays industrialisés ou émergents que pour les pays en voie de développement. Ils seraient bénéfiques pour les deux parties prenantes c'est-à-dire les pays investisseurs que les pays d'accueil, et intègrent parfaitement le système de la globalisation économique. « La plupart des flux d'IDE prennent leur origine dans les pays de l'OCDE, les pays développés peuvent contribuer à la réalisation de ce programme »<sup>10</sup>.

Hormis les différents avantages de l'IDE, il y aurait des effets négatifs potentiels tels que « la dégradation de la balance des paiements du fait de rapatriement des bénéfices, l'absence de relations positives avec les collectivités locales, les préjudices potentiels causés à l'environnement, notamment dans les industries extractives et les industries lourdes, les perturbations sociales entraînées par la commercialisation accélérée dans les pays en voie de développement, et les effets exercés sur la concurrence au niveau des marchés nationaux »<sup>11</sup>.

Les IDE qui constituent traditionnellement une source de financement la plus importante et la moins volatile<sup>12</sup>, ont connus un repli en 2009 traduisant un ralentissement dans certains pays exportateurs de produits de base. L'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud, avait

---

<sup>10</sup> 2002, L'investissement direct étranger au service du développement, OCDE.

<sup>11</sup> Idem

<sup>12</sup> 2017, Les Brics doublent leurs prêts aux pays pauvres, Banque mondiale

enregistré en 2000 d'IDE à hauteur de 8,2 milliards d'USD ce qui vaut au montant des entrées IDE en Finlande la même année.

Les IDE de la RDC sont principalement basés sur les recettes d'exportations des minerais, ils ont atteint 1,713 milliard USD en 2008. Attirés par les prix favorables des matières premières, ces IDE sont concentrés dans le secteur minier. Lorsque la crise a frappé, les prix des minerais ont chuté entraînant ainsi une perte de valeur des parts dans le capital des entreprises minières opérant dans le pays.

Cette chute des cours des entreprises ne leur avait pas permis de financer les investissements des entreprises ayant des problèmes réels et ces sociétés ne pouvaient pas recourir aux banques. Seules les compagnies ayant leurs propres réserves étaient à mesure de financer leurs plans d'investissement. Certaines sociétés à capitaux financiers internationaux opérant en RDC furent contraintes de suspendre leurs opérations ce qui s'est traduit par une chute des IDE de 1,713 milliards en 2008 à 374 millions en 2009.

### **4.3. Le commerce**

Les accords de libre-échange facilitent le commerce qui existe entre deux ou plusieurs pays, généralement en réduisant les tarifs (frais de douane sur les marchandises qui franchissent les frontières<sup>13</sup>. Et pour donner un cadre juridique à ces échanges entre les pays, L'organisation mondiale du commerce (OMC) établit les normes applicables dans les pays membre de l'organisation. Ainsi, L'OMC participe à la réduction des obstacles qui peuvent être utilisés comme outils pour favoriser, par certains pays, les marchés et industries locaux.

L'économie du Congo tient par le secteur minier et des hydrocarbures, et aussi de produits agricoles, qui sont très attractifs pour les partenaires extérieurs. Quant aux importations et en ordre d'importance, il y a d'abord les produits alimentaires puis les produits manufacturés et enfin, les matières premières. C'est à travers le commerce extérieur et les transactions internationales que l'économie congolaise a été touchée par la crise financière internationale. Le ralentissement économique des pays industriels demandeurs de produits primaires avait entraîné la baisse de production dans plusieurs secteurs économique du Congo (Cfr tableau 6). Pendant ce temps, les cours des produits miniers ont aussi baissé. Ces deux développements (baisse de prix des matières première et baisse des prix des produits alimentaires) ont entraîné une amélioration du terme de change de la RDC en 2009. Par conséquent la balance de paiement a été négative en 2008 et 2009 et devenu positive avec l'amélioration du terme de change.

En 2008, la production du pétrole brut a affiché un taux de croissance négatif (-4,4 %) à cause du vieillissement et du non renouvellement des équipements. à cela s'ajoute la baisse du prix du baril qui a perduré jusqu'au début 2009. Les recettes pétrolières qui en 2008

---

<sup>13</sup> 2018, Commerce international, Banque de développement du Canada

étaient de 52 millions USD en moyenne mensuelle sont tombées à 2.0 millions USD en janvier 2009.

Un autre secteur de cette économie a été touché par la crise mondiale, c'est le secteur agricole précisément à travers les produits d'exportation tel que : le café, le caoutchouc, le bois, ..., leurs prix ont sensiblement baissé principalement celui du bois suite à l'annulation de certaines commandes de bois faites par l'Europe et l'Asie à cause de la récession économique mondiale.

Ainsi, l'économie congolaise avait révélé des signes de faiblesse face à la crise économico-financière internationale. A partir d'octobre 2008, elle a connu un repli sensible et ceci fut causé par la baisse des cours ainsi que la valeur des entreprises minières cotées en bourse. La production de diamant a globalement fléchi au premier semestre 2008, cette tendance s'est durcit au second semestre 2008, le volume des transactions en diamant est passé de 85 millions USD en septembre à 10.0 millions USD en novembre à cause de la baisse du prix du carat et de la baisse de la production de Minière de Bakwanga (MIBA).

#### **4.4. L'aide extérieure**

Selon le comité d'aide au développement(1972) de l'organisation de coopération au développement économique (OCDE), l'aide publique au développement est tous les apports de ressources aux pays en développement ou/et territoires sur une liste des bénéficiaires D'APD, ou à des institutions multilatérales. Ces apports doivent être accordés par des instances publiques telles que les autorités fédérales et fédérées ainsi leurs agences officielles d'exécution avec le but principal de favoriser le développement économique et l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement. Cela peut être fait dans un contexte de prêts ou dons<sup>14</sup>.

Entre l'aide au développement constitué 6,7 % du PIB de 2003 à 2007 pour atteindre 7 % en 2007, 8,8 % en 2008 et 13,5 % en 2009. la croissance de l'aide publique au développement de 2008 à 2009 a été le résultat d'une bonne coordination entre les donateurs<sup>15</sup>. Tous ces effets néfastes sur la marche de l'économie mondiale ont eu pour conséquence directes le repli de la production intérieure brute à travers la baisse des revenus individuel, la baisse de la demande globale en matière première et produits agricoles, l'accroissement de la pauvreté et de misère de la population congolaise.

Le recul de l'aide extérieure au développement avaient rendu très étroit l'espace budgétaire de l'Etat congolais ainsi que sa capacité de soutenir certaines activités envisagées dans le cadre de la reconstruction nationale. La diminution des transferts de revenus de l'étranger avait négativement affecté la consommation des ménages.

---

<sup>14</sup> 2015, Aide publique au développement ou APD, OCDE

<sup>15</sup> 2009, Rapport annuel, Banque centrale du congo

La RDC est un pays qui a un manque criant des structures financières à l'instar d'autres pays africains, touchés à l'identique par la crise financière. L'effondrement du système financier international, avec la poussée de la mondialisation des activités, a créé dans les pays industrialisés des conséquences économiques. Il s'avère que ces pays sont partenaires de la RDC dans divers domaines tels que les activités minières dont ils sont premiers consommateurs des exportations du Congo, ils accompagnent le Congo dans sa croissance économique à travers des programmes d'aides au développement et calibrés selon le contexte économique et environnemental, mais aussi par des capitaux injectés dans les entreprises et/ou les investissements dans différents secteurs et particulièrement dans le secteur minier poumons de l'économie congolaise.

La crise économique qui a frappé ces pays partenaires a eu des impacts sur l'économie du Congo, qui se manifeste par le ralentissement de la croissance économique et ce, dans différents secteurs d'activité de l'économie, tout en mettant en évidence les faiblesses de l'économie congolaise lorsqu'elle est confrontée aux chocs extérieurs. Et la situation s'était sensiblement dégradée à partir du second semestre de 2008.

Dans cette étude, trois points sont mis en évidence: le premier c'est les canaux de transmission des effets de la crise économique-financière internationale de pays industrialisés vers l'économie du Congo, cela a été fait dans ce chapitre encours, le deuxième et troisième point sont les impacts de la crise financière sur l'économie congolaise et la politique mise en place par les autorités congolaises pour palier le problème de ralentissement économique, exercice qui sera fait dans le chapitre suivant.

## SECTION 3 : LES INSTITUTIONS FACE A LA CRISE INTERNATIONALE

---

### 1. Les effets de la crise sur l'économie de la République Démocratique du Congo

Cassimon, Marysse et Verbeke (2009) ; Il est important de rappeler « que ce n'est pas la crise financière et boursière qui a un impact sur la RDC, c'est plutôt par la récession économique internationale, qui a suivi de quelques mois les turbulences financières, que le pays est affecté », et cette récession a eu des effets sur différents secteurs de l'économie congolaise. Les effets de cette crise ont commencé à se manifester au deuxième semestre en 2008. A cette même période, la RDC faisait face à une guerre à L'Est du pays, engendrant une pression sur les finances publiques. La chute de la demande mondiale des matières premières entraînait alors une baisse considérable des exportations, pilier de l'économie congolaise.

#### 1.1. Relations économiques extérieures

La RDC étant fort dépendante d'exportations minières pour ces recettes en devise par manque de diversité dans ses activités de production. Le commerce international fait partie des principaux moyens pour la croissance en Afrique en générale et particulièrement pour le Congo. Les effets de la crise ont dominé le commerce dans les pays financièrement faible<sup>16</sup> comme la Congo.

En 2001, la RDC au travers son commerce extérieur commençait à renouer avec la croissance économique. La récession économique mondiale mettait à mal cette reprise par la chute des prix des matières premières sur le marché international. La cadre économique reste stable entre 2001 et 2007 grâce aux différents programmes économiques mis en place. Le taux moyen de croissance était de 5,9% avec les importations qui représentaient 47,7% et les exportations 34,6%.

Suite à la crise internationale, les exportations ont régressé d'environ 36,3 % tandis que les importations ont progressées. C'est en 2009, que l'on constate une baisse massive des exportations résultant de la chute des prix sur le marché international des matières premières et de l'annulation de commandes de pays affectés aussi par la crise. Les importations ont aussi baissé de 22 % suite au renchérissement des prix à l'étranger pour les céréales importés (riz, blé et maïs), poissons, poulets, sucre, lait pour ne citer que cela, les prix avaient doublé.

Malgré l'effondrement des valeurs des produits miniers, l'or reste intact sur le marché international, celui-ci joue le rôle d'une valeur refuge, donc sa valeur n'a pas chuté. Hormis

---

<sup>16</sup> 2009, impact de la crise financière mondiale sur l'Afrique subsaharienne, Division des services multimédia, FMI.

les produits miniers, la RDC est aussi présente dans le secteur agricole avec des produits tels que l'huile de palme, le caoutchouc (annexe, Tableau 11).

Nonobstant l'exploitation des produits agricole, le secteur minier représente plus de 80 % des valeurs d'exportation. Cassimon, Marysse et Verbeke (2009) ; La baisse de prix et de la demande mondiale ont eu un effet prononcé sur les quantités des exportations de minerais, et pourtant moteur principal de la croissance du pays, comme un effet de dominos, cela a conduit à diminuer de la capacité du Congo à importer.

Le commerce a connu au deuxième trimestre 2008, un recul de 9,1 %, à cause de l'affaiblissement de la demande. Ce qui réduit considérablement l'apport de la demande extérieure à la croissance, comparé à l'année précédente.

De 2001 à 2007 les minerais étaient très attractifs pour les IDE, mais dès que la crise s'est manifestée fin 2008 au Congo, il y a eu un ralentissement des nouveaux investissements. En 2008, les investissements étaient aux environs de 1.7 milliard USD et baisse en 2009 pour atteindre le tiers du montant de l'année d'avant. Cela est dû aux retraits des entreprises étrangères de l'industrie extractive artisanale, elles devenaient réticentes à investir après la chute de prix. Cassimon, Marysse et Verbeke(2009) ; L'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) qui agrée, en moyenne annuelle, 120 projets avant la crise, n'en a agréé que 70 en 2008 et la tendance a persisté jusqu'au premier semestre 2009. Il faudra noter que certains projets agréés en 2008 ont été postposés et d'autres même redimensionné ou annulés.

Hormis l'IDE, les aides publiques au développement accordées par l'Etat Congolais pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) étaient en suspens. Les engagements pris par les pays développés n'ont pas toujours été respectés, et on période de crise, ces pays ont du mal à tenir leurs engagements. Cela est dû aux difficultés dont ils font face étant frappé directement par la crise.

L'extraction de minerais a été très touchée par la crise internationale, c'est le premier secteur d'échange entre le Congo et les autres partenaires. Une répercussion qui s'est alors faite sur sa production en 2009.

La production de cuivre est passée à 309.181 tonnes contre 335.006 tonnes une année avant, par contre le cobalt avait enregistré une hausse de production est passée de 42.461 tonnes en 2008 à 56.258 tonnes en 2009. Ceci était dû à la baisse de leurs cours qu'on remarque dans l'annexe tableau 12 et la chute de la cote boursière des entreprises.

Quant à la production de diamant avait globalement fléchi passant de 20.947 milliers de carats en 2008 à 18.275 milliers en 2009. Cette tendance s'explique par l'arrêt des activités de la MIBA (La Société Minière de Bakwanga) <sup>17</sup> en envoyant 3000 agents en congé technique et n'arrive pas à réaliser les investissements nécessaires pour son redressement.

La production de pétrole brut a affiché un taux de croissance positif avec 9.382 milliers contre 8.365 milliers en 2008, cette performance est due à la mise en exploitation de

---

<sup>17</sup> 2009, rapport annuel, Banque centrale du Congo.

nouveaux puits réalisés dans le secteur d'exploitation pétrolière, coïncidant avec la remontée des cours du baril sur le marché international<sup>18</sup>.

Le second secteur de l'économie touché par la crise internationale est celui de l'agriculture à travers la production du café, caoutchouc, bois, la production pour l'exportation des cafés a baissé de 0.1% pour arabica, 0.7% pour robusta et 10% pour cacao.

Ces contre-performances des secteurs productifs ont affecté le secteur des services. Entre autres les télécoms qui se sont repliés en 2009 avec une consommation des crédits ou unités qui passent à 2.005.147,5 milliers contre 2.524.370,1 une année plutôt, cette baisse est due à des effets conjugués de la crise financière internationale et du déficit dans la fourniture de l'électricité dans certains endroits du pays<sup>19</sup>. Et Certaines entreprises de télécommunication du secteur ont été amenées en début 2009, à procéder à l'assainissement leurs effectifs<sup>20</sup>.

La construction elle, était soutenue l'économie du Congo avec un taux de croissance de 9,1% en 2009, cela majoritairement, grâce aux grands travaux liés aux cinq chantiers lancés par le gouvernement Congolais. « La filière pêche continuait quand même à se développer, particulièrement dans la province du Katanga »<sup>21</sup>.

## **1.2. Effets sur les finances publiques**

Les finances publiques se composent généralement : des recettes, des dépenses, du solde et de la dette. Pour le bon fonctionnement de ses institutions, les gouvernements doivent assumer un certain nombre des charges, Et pour les financer, ils le font par le biais de prélèvements d'impôts et taxes. Cependant, l'Etat étant une collectivité organisée sur un territoire ayant pour but d'assurer le bien-être de la communauté ne peut improviser des différentes tâches qui lui sont assignées ; d'où l'importance de prévoir son organisation permettant d'assurer en effet son bon fonctionnement à travers le budget.

Pour le cas de la RDC, il est établi par le ministère du budget sur base des orientations tracées par le gouvernement, ensuite celui-ci l'adopte et le transmet au parlement pour approbation. A son tour le parlement le transmet au président de la république pour la promulgation, et après le budget devient une loi, d'où la loi budgétaire. Néanmoins cette loi n'est qu'une projection quant à l'organisation du fonctionnement de l'Etat, cela veut dire que les dépenses de l'Etat, celles liées au paiement des fonctionnaires, des agents de l'ordre et autres sont certaines mais par contre, les recettes ne le sont pas.

Dans la logique, les ressources de l'Etat proviennent largement des impôts (directs et indirects) et taxes (recettes domaniales et administratives) et au cas où certaines sociétés

---

<sup>18</sup> Idem

<sup>19</sup> Ibidem

<sup>20</sup> 2009, La crise économique financière mondiale et ses effets sur le développement cas de la R.D.C., Conférence des Nations Unies

<sup>21</sup> Idem

enregistrent des chiffres d'affaires inférieurs à ceux projetés en raison des chocs exogènes, ces prévisions seront revues à la baisse et au cas où les entreprises seraient en cessation d'activité prenons le cas des entreprises minières, ces ressources seront tout simplement annulées. Sachant qu'une partie non négligeable des ressources de l'Etat proviennent des aides extérieures et ces principaux donateurs qui étaient frappés par la crise, le budget en fin d'exercice ne correspondrait donc pas aux prévisions budgétaires.

Toutes les régies financières ont vu leurs recettes diminuer, celles de la Direction générale des impôts (DGI) sont passées de 52.55 à 49.72 milliards de CDF en 2009, celles de la direction générale de douanes et accises (DGDA) de 43.29 à 42.25 milliards et celles de la Direction générale des recettes domaniales et administratives (DGRAD) de 25.76 à 12.78 milliards.

Cassimon, Marysse et Verbeke (2009) ; « Quand on compare la chute des recettes d'exportation avec les recettes que l'État percevait à partir des activités minières, on peut avoir une idée de la perte de revenus budgétaires due à la crise ». La perte de l'Etat congolais en termes d'exportations correspond à la perte de recettes fiscales générées par le secteur minier. Le ralentissement du PIB a entraîné une baisse considérable des recettes de l'Etat à partir du dernier trimestre de 2008. Et ce, dans tous les secteurs économiques (Annexe Tableau 13).

La baisse de recettes sur le commerce extérieur (voir Annexe, Tableau 14) par la décroissance des exportations est estimée à 56.3 %. Pour faire face à cela, la BCC avait réduit sa réserve en devises étrangères de 249.9 millions USD à 77 millions pour relancer les activités.

Quant à l'aide publique accordée par les différents partenaires de la RDC, elle a augmenté, pour passer de 1.019 millions à 1.499 millions USD de 2008 à 2009.

Les différents relais potentiels de transmission indirecte de la crise internationale à l'économie congolaise par la balance des paiements ont évolué négativement, à savoir : Le solde négatif de la balance commerciale passant de 144 millions USD en 2008 à -578 millions USD en 2009 dû au recul plus important des exportations par rapport aux importations, les transferts des revenus des émigrés qui avoisinaient les 212 millions USD est passé à 135 millions USD en 2009. (Annexe Tableau 15)

La crise a donc à la fois, diminué la capacité du pays à importer et la capacité de la Banque Centrale du Congo à fournir les devises étrangères nécessaires. Ses interventions sur le marché de change ont été ainsi limitées.

### **1.3. Effets sur la situation monétaire**

L'année 2007 est restée l'année de référence en matière de performances économiques pour la RDC. Le boom survenu dans le secteur minier, la paix retrouvée, l'assainissement des finances publiques ont été des paramètres ayant contribué à l'équilibre des flux des biens et services et des flux monétaires, entre autre les opportunités d'attraction des investissements avaient généré aux finances publiques du Congo des recettes suffisantes et satisfaisantes permettant de réduire le déficit budgétaire enregistré par ailleurs et par

conséquent la création monétaire source principale des tensions inflationniste fut à son tour réduite.

Par rapport à l'inflation et au taux de change (Cfr tableau 8 et 9), peu importe le régime de change appliqué, qu'il s'agisse d'un régime de change fixe ou flottant, l'Etat doit intervenir par injection de devise pour défendre la monnaie nationale. On constate dans les tableaux nommés ci-haut qu'en 2009 lorsque le taux de change se dépréciait, l'économie congolaise subissait ce qu'on appelle inflation importée. Selon une définition d'un régime de change flottant qui suppose que la parité de change résulte de la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché sans intervention de l'autorité monétaire, mais dans le contexte de la crise qui frappe les exportations de la RDC, sources de devises, la banque centrale congolaise doit toujours intervenir pour réguler le taux de change quand il fluctue hors de limites fixées.

La chute en 2008 des cours des principaux produits exportés par le Congo avait pratiquement triplé le taux d'inflation et, en 2009, La RDC atteignait de taux d'inflation record. Les répercussions se firent ressentir sur le marché de change avec un taux du dollar galopant, Cela démontre le lien existant entre l'inflation et le taux change.

La baisse des revenus budgétaires s'est faire sentir sur les finances publiques à cause de la chute des principaux produits d'exportations qui étaient les moteurs de la croissance économique du pays. Le gouvernement faisait face à la guerre à l'Est du pays en le finançant par « la planche à billet ». L'inflation s'est ensuite produite couplé au déficit de la balance de paiement avec un effet négatif sur la parité entre la monnaie locale et étrangère.

#### **1.4. Impact sur l'aide extérieure et secteur social**

Dans ce contexte de crise, certains partenaires n'ont pas su honorer leur engagement d'aide accordée au gouvernement Congolais. Et la RDC avait souffert de cette absence d'appui budgétaire à la lumière de la crise, les projets à caractère sociaux et caritatifs ont été postposé ou arrêté, cela a été dramatique pour le Congo parce qu'on sait que le gouvernement a toujours beaucoup compté sur cette aide pour boucler son budget. Etant déjà très endettée et dans l'incapacité de rembourser les prêts qui lui ont été déjà accordés, la RDC ne pouvait pas contracter d'autres dettes.

Le bien-être de la population se détériore petit à petit avec la crise énergétique qui a sévit peu avant le boom de la crise financière de 2008, les fluctuations du prix du baril ont eu un impact direct sur la population par la baisse du coût du dollar et le renchérissement du prix du pétrole, ce qui a entraîné une crise énergétique. La RDC subit une crise alimentaire par l'augmentation des produits importés. Masangu Mulongo (2009), les importations de la RDC l'emportent sur la production locale, laquelle été affectée par des problèmes liés à l'évacuation des marchandises à cause de la crise énergétique. « Les quelques produits locaux sont également affectés du fait de l'augmentation des prix des engrais (carburant, coût de transport) ».

Lorsque la crise financière s'est manifestée, le principal agrégat en RDC affecté fut le taux de change avec des pertes d'emploi se chiffrant à près de 300.000 personnes selon l'ONEM (Office National de l'Emploi), une accélération du niveau d'inflation fut constatée ayant pour conséquence la détérioration du pouvoir d'achat de la population. De plus, elle est l'une des causes d'aggravation de la pauvreté dans certaines couches de la population, en RDC, l'inflation est structurellement suscitée par un financement monétaire des déficits budgétaires de l'Etat. En 2008 et 2009, l'accroissement des dépenses sécuritaires et la chute des recettes budgétaires ont particulièrement fragilisé la situation des finances publiques et des réserves de changes.

Cassimon, Marysse et Verbeks(2011) ; Il va de soi qu'en termes d'aggravation de pauvreté et de nombre des familles touchées par la crise internationale, c'est surtout l'artisanal avec sa pléthore de creuseurs mal payés qui souffrent davantage.

La situation précaire des artisans s'est dégradée avec cette crise qui impacte considérablement la RDC. Une partie de la société congolaise déjà en dessous du seuil de pauvreté sombre dans l'extrême pauvreté, généralement ceux sont des journaliers sans contrat qui ne peuvent surmonter la crise. Les pertes se chiffraient à des milliers d'emplois tant dans le secteur formel qu'informel.

## **2. Mécanismes de sorties des effets de la crise**

### **2.1. Mécanismes de sorties de banques centrales de pays de la CIVETS**

La RDC est un pays possédant un fort potentiel pour devenir un pays émergent. Je veux ici, voir succinctement les politiques monétaires adoptées par les pays de CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie et la République d'Afrique du Sud) pendant la crise, en comparaison à celle de la RDC, exportatrice aussi des matières première. Les pays de CIVETS sont considérés comme des leaders des marchés émergents avec un système économique dynamique. Ce qui attire mon attention, par rapport à ces pays, est leur niveau modéré d'endettement et la rapidité de reprise de l'économie après la crise. La politique monétaire de banques centrales de pays de CIVETS fut un outil efficace pour réguler l'économie et particulièrement le secteur bancaire. Les particularités de ses pays sont : une économie diversifiée, des marchés qui s'ouvrent progressivement et qui sont très attractifs des investissements étrangers.

Après que l'économie mondiale fût touchée par la crise financière au deuxième semestre de 2008, Mitrega-Niestroj et Puszer(2015) ; « largement ignorée par les autorités monétaires », il s'en est suivi une hausse généralisée, au niveau international, de prix de biens alimentaires et de carburants, les banques centrales craignant un discrédit de leur politique monétaire face à l'augmentation de l'inflation, menèrent une politique monétaire contre des éventuelles augmentation de l'inflation à venir.

Chaque pays de CIVETS a mené une politique monétaire propre selon les impacts de la crise sur son économie, chaque politique était axée sur la lutte contre l'inflation avec des instruments de politiques monétaires standards et non-standards.

Kapuscinska(2015) ; L'utilisation de ces deux instruments dépend de la flexibilisation de leur fonctionnement et de la prolongation des délais d'utilisation selon la phase de crise mondiale et de leur impact sur les systèmes financiers et les économies nationales.

### **2.1.1. La Colombie**

A l'instar des autres banques centrales de CIVETS, la banque centrale de la Colombie s'était fixée des objectifs, en 2000, par sa politique monétaire, de stabiliser l'inflation à un niveau faible, de soutenir la demande intérieure et favoriser une croissance économique à long terme.

Durant la période sous analyse dans ce travail, l'inflation de la Colombie était comprise entre 3,5% et 4,5% en 2007, fourchette maintenue en 2008, mais connaît une légère hausse l'année suivante avec un taux compris entre 4,5% et 5,5%. Et depuis 2010 le taux était compris entre 2% et 4%. Pour prévenir une deuxième vague de l'inflation et les pressions de la dépréciation monétaire, la banque centrale Colombienne avait décidé en Décembre 2008 de baisser son taux directeur ou taux d'intérêt.

En raison de résultats limités du taux d'intérêts, la banque centrale de la Colombie a mené des opérations d'open Market, ces opérations jouent un rôle important dans le pilotage des taux d'intérêt et la gestion de la liquidité bancaire. Elles fournissent également une indication sur l'orientation de la politique monétaire<sup>22</sup>. Elles ont été organisées en 2007, 2012 et 2013. En outre, La banque centrale élargit la gamme des actifs acceptés comme garantie financière, réduit le taux de réserve minimum pour les dépôts nationaux et assure la liquidité du crédit. Comme instruments non conventionnels utilisés en Colombie, il y a la réglementation limitant les prêts étrangers et l'afflux de capitaux sous forme d'investissements, cela servirait dans le cadre de la contre l'inflation selon Vargas et Ravela. Pour éviter la hausse du taux de change de la monnaie nationale (peso) en Février 2009, la banque centrale instaure une règle selon laquelle : à chaque dépréciation de la monnaie locale d'au moins 2%, elle introduirait 400 Millions USD sur le marché intérieur.

### **2.1.2. L'Indonésie**

L'objectif de la banque centrale indonésienne était la stabilité de la monnaie nationale (roupie), et l'inflation entre 2006 et 2011 a été établi respectivement aux niveaux suivants : 8% à 1%, 6% à 1%, 5% à 15, 4,5% à 1% et 5% à 1%, pour les deux dernières années.

L'application de la politique monétaire par le taux d'intérêt n'a pas été efficace comme voulu par le comité de la politique monétaire de l'Indonésie, ainsi la réduction du taux d'intérêt de prêts était limitée.

A l'instar de la Colombie, la banque centrale a mené aussi des opérations d'open market. Ces opérations ont deux volets : Celui d'absorber la liquidité sur le marché avec les instruments tels que : le certificat de banque indonésien, Bank Indonesia Sharia Certificate, Reverse Repo of SBN, term deposit, ... Et de garantir la liquidité avec : repo, outright purchase of SBN, FX Buying against,...

---

<sup>22</sup> Opérations d'open market, La banque Nationale de Belgique.

La banque centrale indonésienne a entrepris deux activités principales face à la crise : l'extension de la ligne de crédit flexible et celle des éventuelles garanties utilisées par la banque centrale. En outre, elle établit un règlement qui oblige de documenter tout achat de devises d'une valeur supérieure à 100 000 USD par mois et de fournir le numéro d'identification fiscale des résidents, enfin de limiter les achats excessifs et injustifiés de devises étrangères

### **2.1.3. Le Vietnam**

La banque centrale Vietnamienne (SBV), à la différence des autres pays de CIVETS, n'est pas indépendante, elle est sous tutelle du gouvernement. C'est l'Assemblée nationale du pays qui calcule les taux d'inflations annuels.

En mai 2008, le Vietnam a connu un déficit du compte courant et une forte inflation. Pour limiter l'inflation, La banque d'Etat du Vietnam décide de réduire la masse monétaire en circulation par le mécanisme du taux d'intérêt, qui passe de 8,25% à 14% en 2008, puis à cause de la baisse de l'inflation et les tendances défavorables du PIB le taux redescend à 7% en 2009 pour permettre l'accès au financement aux PME, et fin 2009, la banque ramène le taux à 8%. Toutes les initiatives de la banque d'Etat ont pour but de lutter contre la sortie de capital étranger.

Tout comme les deux précédents pays, le Vietnam dans sa politique monétaire a utilisé les opérations l'open market qui ont servi à injecter de la liquidité sur le marché avec une obligation de banques commerciales à ne pas dépasser un certain niveau de taux d'intérêt. La banque d'Etat avait augmenter le niveau de réserve obligatoire pour les banques de 10% à 11%, contraindre les banques à racheter les obligations de l'Etat et limite les dépenses gouvernementales.

Pour stabiliser le marché de change en 2008 et 2009, la banque d'Etat du Vietnam vendait des devises. Selon Takagi et Thi Hoang Anh, la vente de devises a eu pour conséquence une baisse considérable de réserves de change passant de 26,4 Milliards USD en 2008 à 17,9 Milliards USD en 2009. Cependant, les autorités Vietnamiennes maintiennent la monnaie nationale (dong) faible pour décourager les importations et soutenir les exportations.

### **2.1.4. L'Egypte**

Depuis 2003, La banque centrale Egyptienne (CBE) et le gouvernement avait des objectifs parallèles. La banque centrale avait comme objectif principal la stabilité de prix avec un taux d'inflation faible pour garder un certain pourcentage des investissements et une croissance économique satisfaisant. Et au niveau du gouvernement établir une discipline budgétaire.

La politique monétaire de la BCE fût efficace pour atténuer les effets de la crise économique. Pour atteindre ses objectifs, la banque centrale a utilisé les taux d'intérêt (pour le taux de dépôt à vue et le taux au jour le jour de crédits).

L'instrument standard utilisé par la banque centrale d'Egypte est l'open market dans une démarche d'absorption de liquidité par la vente de devises, et en Mars 2011, elle réalise l'opération inverse de fournir le marché en liquidité, toujours par le mécanisme d'open market. Et ce, pendant 4 mois.

La banque centrale a aussi mené des opérations de repo ou repurchase agreements pour faire face aux difficultés politiques du pays de Janvier 2011 qui influencent l'activité économique et l'efficacité du marché financier. Un repo consiste en une vente de titres avec, simultanément, l'engagement de les racheter à une date ultérieure. Le prix à terme se calcule au moyen du prix au comptant et d'un taux d'intérêt. Les repos correspondent à un crédit couvert, mais ils ont en outre deux traits particuliers. D'abord, si la valeur des titres fluctue durant la durée du repo, le partenaire qui a prêté les fonds est soit trop couvert, soit pas assez; on procède alors à un appel de marge, c'est-à-dire qu'on transfère des titres ou des fonds afin de compenser la différence. Cottier (1998) Une autre caractéristique est que le propriétaire original reste l'ayant droit économique des titres; donc d'éventuels intérêts ou dividendes échus pendant la durée du repo doivent lui être transmis.

Pour renforcer le système bancaire, la CBE a mis en place, entre 2011 et 2012, l'initiative pour résoudre les problèmes de liquidité : La réduction progressive du ratio de réserves obligatoires (14% à 12%, puis 10%), ainsi que les opérations de repo successives de durées différentes.

La CBE a usé d'un instrument non-standard, qui est les enchères, comme dernier recours pour maintenir la liquidité du marché en USD après une inflation et contrer la crise de réserves de changes.

#### **2.1.5. La Turquie**

Pour garantir la croissance économique, le Banque centrale de la Turquie (CBRT) base sa politique monétaire sur la stabilité du prix et ce, à l'aide du taux d'inflation qui de 2006 à 2011 était respectivement de : 5%, 4%, 4%, 7,5%, 6,5% et 55%.

Pour atténuer l'influence les effets de la crise sur le marché intérieur, La CBRT baisse progressivement le taux d'intérêt pour les emprunts et les prêts au jour le jour. Le taux d'emprunt a été baissé par une série de réduction entre Octobre et Novembre 2009 passant de 16,75% à 6,5% et en 2012, le taux de prêt accordés aux banques commerciales passe de 12,5% à 1,5%. La Turquie a recouru plus de fois à la baisse du taux d'intérêt que les autres membres du groupe CIVETS.

Pour contrecarrer l'augmentation du déficit de la balance des paiements courant et l'afflux rapide de capitaux spéculatifs étrangers vers la Turquie, en Décembre 2010, le comité de la politique monétaire décide de baisser le taux d'intérêt à court terme au jour le jour pour les emprunts, taux qui passe de 1,75% à 1,50%, tandis que le taux d'intérêt passe passait de 8,75 à 9%. En outre, elle décide de maintenir le taux de financement inchangé de 9% afin de réduire le corridor de taux d'intérêts.

Parallèlement aux réductions des taux d'intérêts censées apporter graduellement les capitaux étrangers selon Today's Zaman, la CBRT avait pris l'initiative d'augmenter les réserves obligatoires en devises nationales et étrangères pour lutter contre l'expansion de crédit.

Pour pallier le problème de déficits de liquidité en 2009, La CBRT utilisait principalement les opérations de pension de quelques jours, allant de sept à vingt-huit jours selon le besoin et ce, jusqu'en 2010. La pension est l'opération par laquelle un établissement de crédit obtient

d'un autre établissement de crédit, de la banque centrale ou de tout autre agent économique une avance de fonds, généralement à très court terme, moyennant la remise d'effets publics ou privés d'une valeur au moins équivalente à celle de l'avance momentanément consentie. À l'échéance de la pension, l'emprunteur rembourse l'avance qui lui a été ainsi faite, rémunère le service rendu et reprend les effets qu'il avait précédemment cédés<sup>23</sup>.

La CBRT a utilisé différents instruments de la politique monétaire pour faire face à la crise : La suspension des enchères de devises en 2008, puis le reprend en Août 2009, elle se met en intermédiaire pour les dépôts de change, augmente progressivement la limites de transactions de dépôts en devises à hauteur de 10,8 milliards USD.

Après le période des élections en Juin 2011, la monnaie nationale s'était affaiblie, après différentes mesures qui ne donnaient pas le résultat escompté sur la valeur de la monnaie nationale par rapport au dollar. La banque nationale applique trois actions simultanées Octobre 2011 : La vente de 750 millions USD en une seule enchère, abaisse le niveau de réserve de dépôts de 13,1 % à 12,5% enfin d'apporter de la liquidité sur le marché et décide d'augmenter le niveau des réserves que les banques pourraient détenir en devises par rapport au niveau des obligations libellées en monnaie locale (TRY) 2 fois (de 10% à 20%). Ces actions ont augmenté les réserves de change de 3,6 Milliards de USD et la parité USD/TRY pas de 1USD pour 1,9 TRY à 1,87 TRY

#### **2.1.6. La République d'Afrique du Sud**

Depuis l'année 2000, La banque de réserve Sud-africaine (SARB) avait en place une politique monétaire pour lutter contre l'inflation, cette stratégie vise aussi la stabilité du système financier en vue d'une croissance économique.

Lors de la crise financière en 2008, la politique monétaire de la banque de réserve Sud-africaine devait palier deux problèmes : au premier semestre, c'était l'inflation sur les prix de denrées alimentaires, matières premières et le baril de pétrole Brut et durant le deuxième semestre la récession de l'économie mondiale.

Pour le faire, tenant compte de la baisse des pressions inflationnistes en septembre 2008, la baisse du prix de matière première, la SARB baisse aussi le taux d'intérêt.

Il faudrait savoir aussi que l'objectif de la SARB en 2008 par rapport au taux d'inflation était une fourchette entre 3% et 6%, ce qui était en dessous de l'inflation sur le marché.

Pendant la crise, le marché interbancaire de la République d'Afrique du Sud a fonctionné continuellement à la différence des autres pays développés, cela grâce au marché monétaire qui permettait aux banques de disposer de liquidité qui varie entre 6,6 et 15 milliards de RAND entre Juin 2008 et Juin 2009. La SARB n'est pas intervenu sur le marché de devises nationales.

---

<sup>23</sup> 1994, Le nouveau régime juridique des opérations de pension, Banque de France.

## 2.2. Différences de politiques monétaires

J'aimerais faire ici une comparaison des différentes politiques de relance qui ont été mises en place par des pays pour faire face à la crise de 2007. Chaque pays selon le niveau de développement de son économie et de ses objectifs poursuivis, avait opté pour divers outils enfin de contrer les effets de la crise économique.

Depuis 1970, pour beaucoup de banques centrales, l'objectif principal d'une politique monétaire serait la stabilité du prix. Mitreğa-Niestroj et Puszer(2015) ; Les pays frappés par la crise avaient mis en place des politiques monétaires tels que les réserves obligatoires, le crédit leasing, la base monétaire, le taux d'intérêt directeur et autres, qui, visaient à pallier le problème de l'inflation de prix de biens tels que les denrées alimentaires ou de carburants à court terme, et du taux de change par rapport aux monnaies locales qui se dépréciaient, et enfin réguler le taux d'intérêt ainsi que l'offre de la monnaie sur le marché pour stabiliser l'économie à long terme.

Face à ces différents défis susmentionnés « les banques centrales du monde entier ont diversifié leur gamme d'instruments afin de compenser l'affaiblissement de leur influence sur l'économie »<sup>24</sup>

**TABLEAU 11 : COMPARAISON DES POLITIQUES MONETAIRES**

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	CIVETS	ZONE EURO
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation du taux directeur.</li> <li>▪ Baisse du coefficient de réserve obligatoire.</li> <li>▪ Vente de devises étrangères.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Opérations d'open market</li> <li>▪ Achat de devises étrangères</li> <li>▪ Ajustement du coefficient de réserve obligatoire</li> <li>▪ Assouplissement du refinancement</li> <li>▪ Opérations repos</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Baisse du taux directeur</li> <li>▪ Opérations d'open market</li> <li>▪ Réactivation des réserves obligatoires</li> <li>▪ Assouplissement du refinancement</li> <li>▪ Prêteurs en dernier ressort</li> <li>▪ Création de la monnaie centrale et scripturale</li> <li>▪ credit easing</li> </ul>

Source : Banque centrale du Congo, Journal of Economics and Management, Banque Centrale européenne, Banque de France

Pour mieux comprendre ce tableau, il faudrait se rappeler que les différentes catégories représentées ici ont des économies qui diffèrent les unes des autres, et que la RDC n'est pas dans la même démarche que les pays du Civets et/ou de la zone euro. En effet, la RDC ne menait pas une politique de relance des activités économiques, la banque centrale, dans sa politique monétaire, avait augmenté le taux directeur à 65% en janvier 2009 avec pour conséquence le découragement de l'octroi de crédits. Cette démarche avait pour objectifs de réduire l'inflation généralisée de prix et rétablir le taux de change, cela se confirme par sa démarche d'absorber l'excédent de liquidités sur le marché par l'opération de vente de

<sup>24</sup> Idem

devises étrangères. Le coefficient de réserve obligatoire est baissé, après avoir été augmenté à 7%, pour alléger les banques commerciales de son caractère contraignant.

### **2.3. Mécanismes de sorties par les autorités de la RDC**

À l'instar des pays faisant partie de CIVETS, la RDC a usé de sa politique monétaire pour faire face à la crise financière internationale. Certes, les économies des CIVETS sont plus développées avec une diversification des activités et ne dépendent pas seulement, comme la RDC, du secteur minier, elles possèdent d'importantes réserves de changes, on constate aussi que dans ces pays l'émergence d'une classe moyenne qui nourrit la demande intérieure...

On va analyser ici la pertinence des politiques mises en place par les autorités congolaises. Nonobstant ces manques, l'Etat Congolais a pris un ensemble de mesures pour faire face aux chocs exogènes, cela passe par la stabilité et des programmes de relance de son économie. Il faut alors contrer les effets de cette crise sur la stabilité du cadre macroéconomique et améliorer les perspectives de croissance à moyen et à long terme. Une cellule de crise avait été ainsi instituée par le chef du gouvernement afin d'analyser ces problèmes économiques et préconiser des mesures, le gouvernement avait aussi initié un plan de sauvetage, lequel avait conduit à la mise en place du programme d'urgence d'atténuation des impacts (effets) de la crise financière internationale (PUAICF) enfin de contribuer au maintien de la stabilité économique et sociale en continuant l'approvisionnement en produits importés de première nécessité et financer les dépenses publiques prioritaires par l'utilisation de la contrepartie en monnaie locales des devises cédées<sup>25</sup>.

Les autres mesures étaient la mise en œuvre rapide d'argent pour financer les cinq chantiers initiés par le chef de l'Etat dans le cadre d'une campagne politique, l'apurement de la dette envers les établissements publics pour leur permettre d'exécuter leurs plans d'investissement, le décaissement des fonds pour les projets cofinancés par les partenaires extérieurs, le renforcement du partenariat public/privé, la sécurisation juridique des investisseurs et la suppression des tracasseries administratives.

#### **2.2.1. Mesures de politique budgétaire**

Cassimon, Marysse et Verbeke (2009) ; De par ses ressources budgétaires plus ou moins limitées, le gouvernement congolais n'est pas en mesure de prendre des mesures de rebondissement des effets de la crise sur la population et il n'existe pas au Congo des amortisseurs automatique permettant d'alléger les effets de ce genre de choc tel que la sécurité sociale qui permet dans d'autre pays même d'Afrique de contrer automatiquement la perte du pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables.

Ainsi, l'objectif de la politique budgétaire initiée en 2008 suite à la crise, a été la réalisation d'un équilibre entre les recettes et les dépenses publiques afin d'éviter l'impasse budgétaire

---

<sup>25</sup> Politiques et stratégies en matière de lutte contre la malnutrition, African health observatory.

et tout recours au financement bancaire. Cet engagement à poursuivre un tel objectif a été matérialisé par les mesures arrêtées au niveau du Gouvernement, qui consistaient à maintenir un équilibre des dépenses courantes par un contrôle de la chaîne de dépense publique.

Les guerres que connaissait la RDC avaient dégénérées en des nouveaux conflits, mettant en mal le début de croissance avec l'assainissement du cadre budgétaire, à cause de l'accroissement imprévu des dépenses de ces conflits armés.

Les finances publiques se sont caractérisées par la mise en œuvre de certaines réformes en matière fiscales telle que la taxe sur la valeur ajoutée, l'augmentation des dépenses souveraine (la sécurisation du pays, réhabilitations des infrastructures ainsi que des écoles et hôpitaux).

Malgré ce choc exogène qui avait régressé la marche de l'économie nationale congolaise, l'ajustement budgétaire a pu se poursuivre et a été renforcé par des mesures ayant permis d'améliorer la capacité des régies financières à la mobilisation des recettes.

- L'administration douanière : hausse des valeurs en douane et l'abandon de la prise en charge par l'Etat de la fiscalité sur les produits pétroliers
- La Direction Générale des impôts : Mise en place des nouveaux centres de gestion modernes d'impôts
- La Direction Générale Des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales Et De Participations : Beya, Nshue Mokime et Gbadi Masiopko (2012) ; « maîtrise des bases taxables dans les secteurs à forte potentialité de recettes, en particulier dans les secteurs des mines, des télécommunications, de la production de pétrole et des affaires foncières ».

Pour les dépenses publiques, le Gouvernement avait maintenu la discipline budgétaire en réduisant les dépenses non prioritaires compte tenu du faible niveau de décaissement des financements extérieurs.

« Pour restaurer la stabilité macroéconomique, le gouvernement a revu ses plans d'engagement et de trésorerie. L'objectif poursuivi était d'éviter sur toute l'année 2009, le recours à la planche à billets et d'éponger la surliquidité créée par le financement monétaire du déficit de décembre 2008 »<sup>26</sup>, qui s'élevait à hauteur de 60,3 milliard.

Il s'est évertué à dégager des excédents budgétaires. Mais ces excédents ont été obtenus en procédant à quelques coupes budgétaires et en gelant certaines dépenses. La situation consolidée des finances publiques des cinq premiers mois de 2009 dégage un excédent de 25.64 milliards de CDF<sup>27</sup>. Et le Gouvernement avait sollicité des appuis budgétaires auprès de plusieurs de ses partenaires afin d'honorer certains engagements financiers contractés avant

---

<sup>26</sup> Idem

<sup>27</sup> La crise économique et financière mondiale et ses effets sur le développement, cas de la RDC, UNCTAD

que la crise ne voit le jour. Ces appuis lui ont permis de faire face à certaines dépenses à caractère urgents et de financer certains travaux publics.

### **2.2.2. Mesures de politique monétaire**

Avec l'avènement des effets de la crise à la RDC, cette dernière n'a pas constitué une réserve de devises avec la chute des exportations. Le gouvernement censé être le rempart contre les chocs exogènes, le voilà fragilisé par la crise internationale et il ne possède pas les moyens efficaces pour contrer les effets de la crise.

Contrairement à d'autres pays, le gouvernement Congolais n'a pas mené une politique de relance de sa politique monétaire, au contraire, la BCC avait relevé son taux directeur de 25 % en 2008 à 65 % en janvier 2009<sup>28</sup> afin de retirer une bonne partie de la monnaie en circulation.

Elle avait pu réduire la liquidité monétaire de 29.1 milliards de CDF dont 22.4 milliards par les instruments de la politique monétaire et 6.7 milliards via la vente de devises (10 millions USD). Début mars, il restait un surplus de plus ou moins 30 milliards de CDF. Après la BCC a fait passer le coefficient de réserve obligatoire de 7% à 5% en raison du caractère très contraignant de cet instrument.

Malgré les effets négatifs de sa politique monétaire sur le taux d'intérêt réel, la BCC n'a pas réajusté à la hausse son taux directeur qui reste alors à 65 %. Ceci de peur qu'elle ne renchérisse le coût du crédit aux banques et à l'économie. Elle a maintenu aussi le coefficient de réserve obligatoire à 5 %.

L'offre de devises qui était en moyenne de 62.5 millions USD au premier trimestre 2009, s'est chiffrée à 73.3 millions USD au mois de mai grâce aux interventions de la BCC sur le marché. Au début du mois de juin, il a été observé un accroissement des réserves en devises avec l'enregistrement du pas du porte chinois de près de 175 millions USD. Les réserves de change se chiffraient à 396 millions USD au 04 juin 2009, et représentent ainsi trois semaines d'importations.

Certains autres outils standards ou non standards ne pouvaient pas être appliqués dans le contexte de la RDC. Hormis la différence de politiques monétaires, le Congo ne possède pas de place financière et n'est pas présent sur le marché financier international contrairement aux autres pays.

Cela rend impossible l'utilisation des outils tels que l'opération repos ou une pension qui, selon HEC Montréal, et de manière générale, c'est un contrat par lequel deux parties conviennent de se céder en pleine propriété des titres moyennant un engagement de rétrocession, à un prix déterminé à l'avance. Le Congo ne s'est pas doté de structures qui permettent ceux genres de transactions.

Un autre outil utilisait face à la crise ; l'assouplissement de conditions de refinancement avec la prolongation de la maturité des opérations de refinancement, l'élargissement des actifs

---

<sup>28</sup> Politiques et stratégies en matière de lutte contre la malnutrition, African health observatory.

éligibles ainsi que le volume de refinancement. Cet outil est utilisé pour fournir de la liquidité aux banques après la chute du marché interbancaire. Mais dans le contexte de la RDC, la finalité de cet outil ne va pas dans le sens de sa politique monétaire. La banque centrale du Congo a baissé sa réserve de change par la vente de devises étrangères, décourageant ainsi l'octroi de crédits par les banques commerciales, et dans une économie fortement dollarisée dont plus de 90% de la masse monétaire circulent hors système bancaire. Donc la banque centrale n'avait pas de réserves suffisantes pour fournir de la liquidité aux banques de second rang.

Ainsi que pour le reste des outils tels que le credit easing qui consiste à accorder de la liquidité aux banques commerciales par l'achat des titres de crédits et détendre ainsi le marché interbancaire ou la banque centrale qui devient fournisseur ultime de liquidités aux banques commerciales, en période de crise, et de manière exceptionnelle. La RDC ne possède pas de fond nécessaire pour appliquer ces outils de politiques monétaires.

Par rapport aux partenaires extérieurs, toutes les dispositions prises pour atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative de pays pauvres très endettés (IPPTE) ont été renforcées en fin 2009, afin de bénéficier d'un allègement de la dette extérieure estimée à 12 milliards USD. « Le gouvernement a aussi sollicité des appuis à la balance de paiements auprès de la Banque mondiale et de la BAD afin de stabiliser les approvisionnements en produits importés de première nécessité »<sup>29</sup>. Il importe de signaler que l'accroissement sensible des réserves internationales au mois de mars 2010 tient à l'assistance accordée au pays par le FMI à titre de facilité pour la protection contre les chocs exogènes d'un montant de 200 millions USD

Comme autres mesures, certaines entreprises publiques ont été transformées en entreprises commerciales, d'autres en services publics et en établissements publics. Grâce à cette transformation, il y a lieu de s'attendre à une amélioration de la gestion de la chose public et à un désengagement financier de l'Etat vis-à-vis de certains de ses créanciers, ceci devrait assainir le budget de l'Etat. Avec l'abolition de certains monopoles d'Etat, l'économie deviendra de plus en plus compétitive et pourrait consolider sa croissance.

### **3. Situation économique après la crise**

Après une année de récession (août 2008 à juillet 2009), l'économie congolaise est entrée dans une phase de reprise au second semestre 2009, les mines et hydrocarbures ont connu une croissance rapide respectivement de 7.6 % et 0.6 %. Par ailleurs, pour les autres secteurs tels que celui de la construction et de l'énergie la reprise a été assez lente. L'amélioration des activités dans le secteur des mines et des hydrocarbures reprenait, toutes choses restantes égalent par ailleurs, la reprise de la production du cuivre, du pétrole, du ciment et la reconstitution des réserves stratégiques de certains pays émergents, notamment la chine

---

<sup>29</sup> Idem

et l'Inde. Pour le secteur de la construction, la reprise a été certaine et était due au bas de porte chinois dans la cadre de 5 chantiers du chef de l'Etat.

Alors que le cadrage macroéconomique révisé faisait état d'un taux de croissance de 2.7 % en fin 2009 au lieu d'une prévision initiale de 4.4 %, l'activité économique continuait à perdre de la vitesse. Le premier trimestre 2009 s'est terminé avec un taux de croissance négatif de plus de 4 %<sup>30</sup>.

### **3.1. Croissance économique**

La croissance économique a été au rendez-vous de 2008 à 2011. Elle a été soutenue et devrait encore profiter pour les années à venir à cause du dynamisme des Industries extractives, du secteur de la Construction et du Commerce. De 2008 à 2011, ces branches ont respectivement affiché des taux de croissance moyen de l'ordre de 13,6% (du fait de l'amélioration des cours mondiaux des matières premières exportées), 8,15% (suite aux grands travaux exécutés dans le pays par l'Etat) et 6,6% (grâce au comportement de la demande intérieure).

A l'exception de l'année 2009, les Industries extractives ont été le principal support de la croissance en RDC de 2008 à 2011. Le dynamisme affiché par cette branche était dû à la nette amélioration des cours des matières premières à l'échelle mondiale sous l'impulsion de la demande de minerais des pays émergents. Grâce à son attrait, ce secteur a pu enregistrer des IDE se chiffrant à plus d'une dizaine de milliards USD. Le ralentissement de la croissance en 2009 était dû à la récession mondiale, laquelle a amené plusieurs sociétés minières opérant en RDC à fermer leurs portes. La reprise de l'économie mondiale a permis au secteur minier de reprendre son ascension en 2010. Un autre pilier de la croissance durant cette période était le Commerce de gros et de détail. Son expansion s'explique par la stabilité du cadre macroéconomique, l'amélioration du climat des affaires et le bon comportement de la demande intérieure.

Beya, Nshue M. Mokime et Gbadi(2012) Selon les prévisions de 2012, le taux de croissance 2014 allait être de 9,9% sous l'impulsion de nouveaux investissements dans les industries extractives, des retombés de la campagne agricole lancée en 2012 et des travaux de modernisation des infrastructures. Ces perspectives dépendaient pour beaucoup de la normalisation de la situation sécuritaire à l'Est du pays qui est la principale région d'exploitation minière. Il faut noter que la stabilité macroéconomique pouvait se compromettre et cesser d'avoir des effets positifs sur la croissance, si la guerre se poursuivait toujours en raison de la pression des dépenses militaires sur le budget.

---

<sup>30</sup> La crise économique et financière mondiale et ses effets sur le développement, cas de la RDC, UNCTAD.

### 3.2. Taux de change et inflation

Le manque de devises étrangères aurait débouché sur une contraction plus forte que prévue des importations. Cela avait naturellement conduit à une forte dépréciation de la monnaie nationale et une hausse brutale de l'inflation. En mars 2009, le taux de change était de 820.0 CDF/USD et le taux d'inflation de 21.4 %.

Les manifestations de la précédente crise sont passées par la baisse des recettes publiques, la baisse des réserves de change, le repli de la demande mondiale, ... Qui ont fait que les finances publiques se sont fortement affaiblies. Le gouvernement a été pratiquement incapable de mener une action correctrice forte et indépendante du dynamisme de l'économie mondiale.

Le principal défi en matière de finances publiques était le resserrement des dépenses de l'Etat alors que des engagements avaient été pris avant que la crise ne surgisse. Pour ne pas contrecarrer l'effet multiplicateur de certaines dépenses, le Gouvernement avait premièrement procéder à leur priorisation et à l'analyse de leurs effets sur la dynamique de l'économie nationale. Afin d'élargir son espace budgétaire, le Gouvernement avait rapidement réalisé les différents déclencheurs de l'I-PPTTE tout en demandant aux institutions financières internationales d'assouplir certaines conditions au processus d'allègement de la dette.

Dans le domaine monétaire, il a fallu un renforcement du pilotage des banques et une adaptation permanente de la quantité d'argent en circulation aux besoins réellement exprimés par l'économie. Ceci suppose une certaine flexibilité de la contrepartie des avoirs intérieurs (crédit intérieur), car le comportement des avoirs extérieurs dépend de la marche de l'économie mondiale et des interventions des bailleurs de fonds.

La situation politico-sécuritaire fragile à l'Est du pays est un facteur qui a joué négativement sur les possibilités d'atténuation des impacts de la crise économique-financière internationale sur l'économie nationale et le niveau de vie de la population. Le retour à la croissance dépend plus de la reprise de l'économie mondiale que des conditions intérieures du pays. Il a fallu approfondir les réformes et actions s'inscrivant dans le cadre du processus d'assainissement du climat des affaires. Dans le court et moyen terme, la RDC avait adapté sa stratégie de croissance aux impératifs dictés dans les plans de relance des pays développés. Dans le long terme, le Gouvernement avait également profondément repensé son insertion dans l'économie mondiale pour réduire la vulnérabilité du pays vis-à-vis des chocs exogènes<sup>31</sup>.

Selon un rapport du FMI de 2009, dans les pays d'Afrique sub-saharienne par exemple, la croissance avait aussi fléchi considérablement et était tombée à 3.5 % en 2009 contre 5.4 % en 2008 et 6.9 % en 2007. Cette chute de croissance avait ralenti la marche de ces

---

<sup>31</sup> Idem.

économies qui connaissent depuis 2000, des gains de croissance économique relativement élevés.

La plupart des pays africains n'ont pas été touchés directement par la crise internationale, il y a différents canaux de transmission de cette crise, amplifiée par la faiblesse de beaucoup des économies africaines. A l'instar de l'économie congolaise, d'autres pays africains dépendent beaucoup de leurs ressources minières et souffrent d'un manque criant de diversification des activités économiques.

Les effets de la crise ont été ressentis dans l'économie réelle en Afrique, les différents canaux de transmission à cette économie réelle seraient : les transferts de fonds de migrants, le tourisme, les aides publiques au développement accordées par des partenaires extérieurs ainsi que les import-export de produits et services avec les conséquences telles que la hausse du chômage, manœuvres budgétaires difficiles, les investissements suspendus...

Comme en RDC, Ngambo Fondjo(2009) ; certaines mesures ont été prises pour sortir de cette crise tel que : amplifier le programme de développement des infrastructures et de voies de communication, créer des réseaux de distribution des produits agricoles sur l'ensemble du territoire en appuyant la mise en place de lieux de stockage, favoriser l'émergence d'un tissu dense de PME à partir des initiatives de l'entrepreneuriat national, instituer la double nationalité pour attirer les ressources humaines de la diaspora et optimiser leurs compétences, créer une banque de développement pour le financement des secteurs prioritaires (agriculture, PME, PMI), lutter efficacement contre le commerce illicite, alléger les procédures et le coût de création des entreprises...

Bien que le contexte économique mondial ait été assez difficile, la situation politico-sécuritaire assez préoccupante, la RDC est l'un des pays à avoir réalisé les meilleurs scores en termes de croissance en Afrique d'après un rapport du FMI. Toutefois, en 2009, la croissance s'est étouffée à cause des effets de la crise économique-financière mondiale, précisément la baisse de la demande mondiale avec comme corollaire, la baisse des cours des minerais et la frigidité des investisseurs internationaux qui a conduit à un redimensionnement de certains projets d'investissement.

En 2008, l'inflation a été de 26 % contre 9.9 % en 2007. Selon un rapport de FMI, le Franc congolais s'est déprécié de 35% par rapport au dollar américain (USD) entre 2008 et 2009. Les pressions inflationnistes enregistrées en fin d'année 2009 (53.4 %) se sont estompées considérablement en 2010 (9.62 % d'inflation). Pour contenir les pressions inflationnistes et préserver la valeur de la monnaie, les politiques macroéconomiques ont visé la limitation du crédit net à l'Etat. Cependant, la conjoncture internationale marquée par l'envolée des cours des produits alimentaires et énergétiques a limité les performances attendues. Le taux d'inflation moyen a été ramené à 15.4 % alors qu'il était de 23.5 % en 2010. Le dollar s'est échangé à 919.4 CDF à fin 2011 contre 915.1 CDF à fin 2010, soit une dépréciation de 0.5 %. La discipline affichée au niveau des finances publiques et l'amélioration de la conduite de la

politique monétaire ont permis de réduire l'inflation en 2012 (6.18 % contre un objectif de 9.9 %) et de stabiliser le taux de change<sup>32</sup>.

Contrairement à la situation qui a prévalu entre 2008 et 2009, l'inflation a été maîtrisée au cours de trois années suivantes. Le rythme de formation des prix de 2010 à 2012 s'est situé en moyenne à 8.7 %. Conscients de la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des revenus et la cohésion sociale, le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo ont, dans le cadre de la coordination des politiques budgétaire et monétaire, renforcé en 2012, les mesures prises pour contenir l'inflation et créer dans la durée, des conditions favorables à la croissance. C'est ainsi qu'en 2012, l'inflation s'était situé à 5.7 % contre un objectif de 9.9 %.

La part des recettes publiques dans le PIB est passée de 18.5 % à 22.8 %. Cette hausse des recettes s'explique par l'amélioration du rendement des administrations fiscales et l'effort de mobilisation de ressources supplémentaires, notamment par l'introduction de la TVA.

La contribution des recettes fiscales est en moyenne de 14.6 % du PIB entre 2008 et 2012. Cette contribution a été significativement impulsée par la part des impôts directs et indirects qui se sont situés durant la période à 9.36 % du PIB en moyenne annuelle. Par ailleurs une faible mobilisation de recettes non-fiscales a été constatée durant cette période. En moyenne annuelle, la part de la Direction générale des recettes administratives et domaniales (DGRAD) a avoisiné 4.56 % du PIB et la pression fiscale s'est située à 14.6 %.

En 2010, une nette augmentation des recettes publiques a été observée grâce aux mesures d'amélioration des processus de collecte de celle-ci. A la même année, on a aussi assisté à une augmentation des dons accordés au pays. En raison de la suppression des subventions des produits pétroliers par l'Etat, de l'arrêt des activités de certaines entreprises minières, des élections de novembre 2011, de la mévente de licences dans le secteur des télécoms, on a observé en 2011 une baisse du poids des recettes publiques dans le PIB. En fin 2012, les recettes publiques ont atteint 22.8 % du PIB. La bonne tenue des recettes publiques tient également à la réalisation des ressources au titre de « pas de porte » non prévues dans la programmation budgétaire.

A l'exception des années 2010 et 2012 qui ont connu des excédents budgétaires, toutes les autres périodes ont été caractérisées par des déficits publics qui n'ont pas dépassé 5 % du PIB. La politique de restriction budgétaire en 2008 et 2009 n'a pas été respectée à cause de la nécessité de dépenses de sécurisation du pays. Mais en 2011, les élections et le retard de financement extérieur ont entraîné le dépassement de la limite du déficit fixé à 3 %. La RDC est restée dans la limite des engagements pris au plan budgétaire, à savoir un déficit public de moins de 5 % du PIB. Quant au financement du déficit, il a été assuré principalement avec le concours des partenaires extérieurs.

La poursuite de la politique des grands travaux ainsi que l'amélioration projetée des salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat conjuguées à la pression des dépenses politico-

---

<sup>32</sup> Idem.

sécuritaires (en raison de la guerre à l'Est du pays) devaient déboucher en 2013 et 2014 sur un accroissement de l'importance relative des dépenses publiques et par conséquent, sur des déficits publics représentant respectivement 0.5 et 3.1 % du PIB.

Au cours des années 2010 – 2011, la balance commerciale et les transferts courants se sont bien comportés. Ces comptes ont enregistré respectivement des excédents de 4.07 % du PIB et 6.87 % du PIB en moyenne annuelle. L'évolution favorable de la balance commerciale est attribuable principalement au bon comportement des exportations du cuivre et du cobalt. A eux deux, ces produits ont représenté environ 80 % des exportations totales réalisées au cours de cette période. Cette situation a été également induite par le maintien des cours à un niveau relativement élevé suite à la demande toujours soutenue des pays émergents. Quant aux importations, leur ventilation au cours de la période ont permis d'observer le niveau important des approvisionnements en biens d'équipements.

Les politiques macroéconomiques menées entre 2008 et 2011 avaient comme objectifs de revaloriser la monnaie nationale et la réduction de l'inflation, accroître les réserves en devises. Pour ce faire, le gouvernement a mené une politique budgétaire restrictive, la Banque Centrale du Congo, une politique monétaire prudente.

Lonzo Lubu(2014); En 2013, le gouvernement avait constitué des réserves budgétaires pour accroître sa capacité à maintenir la stabilité macroéconomique et financer sur fonds propres, une bonne partie de sa politique de grands travaux. Dans le cadre du processus de « dé-dollarisation », il payait la dette intérieure en CDF après certification et négociation d'une remise à travers un mécanisme de titrisation. Il émettra également de nouveaux titres publics et exécutait graduellement l'ensemble de ses opérations financières en CDF.

En somme toute, les mesures préconisées en RDC, suite à la crise, ont été efficaces, l'amélioration du climat des affaires a attiré des nouveaux investisseurs en particulier la chine surtout dans le secteur immobilier et infrastructure. Avec toutes les reformes faites dans l'administration publique, les régies financières ont mobilisé un nombre considérable de recettes, ce qui est un gain en fortune pour le trésor public, la mise en place de la TVA a aussi permis l'accumulation des recettes. L'appui des bailleurs de fonds a été accueilli à bras ouvert car qu'ils avaient favorisé l'entrée de devises et à soutenir les déficits de la balance paiement en permettant au pays de reprendre comme d'habitude l'importation des produits de première nécessité dont le pays été en manque au moment où la crise avait frappé.

## CONCLUSION

---

Après une longue étude des effets de la crise internationale de 2007, nous voici arrivé à la fin de notre épopée. La crise financière qui a éclaté en 2007 dont l'épicentre était aux USA s'était mutée en crise économique avec une diminution d'activité économique et financière mondiale et une augmentation du chômage, on aurait cru que les pays à faible taux d'intégration dans l'économie mondiale seraient à l'abri d'une contamination de crise.

La République Démocratique du Congo n'a pas été touchée directement par la crise financière qui avait impacté les pays développés, mais plutôt le ralentissement de la croissance mondiale par la diminution de la demande internationale qui ont déclenchées les courroies de transmission à l'intérieur du pays. Cette crise a donc été transmise par la baisse importante des prix des produits miniers dont dépend la valeur des exportations et par la faible capacité du gouvernement à faire face à ce genre de chocs.

Les effets directs de la crise ce sont d'abord fait ressentir dans le secteur à grande impulsion de croissance ; le secteur minier qui a vu ses activités chutées du tiers environ, ce qui a entraîné une augmentation du chômage des travailleurs industriels et surtout les artisans, les effets de ce chômage ont été la perte du pouvoir d'achat des populations œuvrant dans ce secteur et ce sont aussi transmis aux autres secteurs de l'économie tel que : le transport, la construction, les télécoms suite aussi aux différents assainissements intervenu dû au repli de l'activité économique.

A l'issue des différentes analyses des données recueillis, les résultats auxquels nous avons aboutis se résument comme suit :

Le degré d'ouverture de l'économie congolaise est relativement élevé alors que sa connexion aux flux financiers, commerciaux et technologiques est très faible. Ces caractéristiques mettent en évidence l'extrême vulnérabilité de l'économie congolaise aux chocs exogènes. Les raisons de cette vulnérabilité sont : la précarité de la position extérieure de l'économie, le caractère embryonnaire du système financier....

En effet, c'est à travers le commerce extérieur et les transactions internationales (investissements directs étrangers, aide publique au développement...) que l'économie congolaise a été touchée par la crise financière internationale de 2008. Le ralentissement de la marche de l'économie dans les pays demandeurs de produits primaires a entraîné une diminution de la production dans plusieurs branches de l'économie congolaise dès le dernier trimestre 2008, au moment où les déséquilibres des finances publiques et l'amenuisement des réserves de change avaient sensiblement réduit la capacité d'intervention des autorités budgétaires et monétaires respectivement sur le marché de change et celui des biens et services.

Ainsi donc, les manifestations de la précédente crise, la baisse des recettes publiques, la baisse du niveau de production, la baisse des réserves de change, le repli de la demande mondiale... ont été telles que le gouvernement se trouvait fortement attaqué et affaibli, car il n'était pas capable de mener des actions correctives forte et indépendantes de la dynamique de l'économie mondiale.

Le problème du Congo est qu'il est trop extraverti ; il dépend trop de la demande extérieure et en cas de difficulté de ses principaux clients, les répercussions se font ressentir rapidement sur l'économie. Des pistes solutions peuvent être prise pour pallier cet inconvénient, le Congo devrait créer sur place des industries capable de raffiner les métaux précieux, jusqu'à ce jour les minerais sont extraits et envoyés en l'état brut au pays développés qui possèdent des technologies de pointes et enfin de compte ravissent une offre d'emploi dont la population a besoin. La R.D.C., doit donc être capable non seulement d'exploiter ses richesses mais aussi de les transformer en produits finis.

De plus le Congo doit diversifier son économie en se tournant d'avantage vers l'agriculture moderne par exemple ; sachant qu'il a connu une crise alimentaire peu avant la crise financière, elle dispose d'assez d'espace fertile pour être sollicité dans de pareilles circonstances ce qui le placerait en position de monopole et pourrait même le permettre d'appliquer une politique sur les prix en sa faveur, ainsi le pays ne serait plus à la merci de la demande internationale et des variations incontrôlables des prix.

Le retour à la croissance dépend plus de la reprise de l'économie mondiale que des conditions intérieures du pays, il faudrait approfondir les reformes et actions s'inscrivant dans le cadre du processus d'assainissement du climat des affaires et au maintien de la stabilité macroéconomique. Dans le long terme, le gouvernement devrait profondément repenser son insertion à l'économie mondiale pour réduire la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes.

# INDEX TABLEAUX

---

## TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB américain (avant la crise des subprimes) .....	11
Tableau 2 : Evolution du taux d'inflation aux USA.....	11
Tableau 3 : Evolution annuelle du taux prêteur en %.....	12
Tableau 4: Composition de la circulation fiduciaire en pourcentage .....	22
Tableau 5 : Contribution sectorielle en points de croissance de 2004 – 2007 .....	26
Tableau 6 : Taux de croissance en volume de différents secteurs (%) .....	28
Tableau 7 : Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut .....	29
Tableau 8 : Evolution annuelle de l'inflation (%).....	30
Tableau 9 : Evolution taux de change CDF/1USD (moyenne trimestrielle).....	32
Tableau 10 : Structure des exportations (en millions de USD).....	34
Tableau 11 : Evolution des prix des principaux produits d'exportations de la RDC.....	43
Tableau 12 : Evolution des cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise.....	44
Tableau 13 : Comparaison des recettes publiques, début 2008 et 2009 (en millions USD).....	45
Tableau 14 : Importance de différentes catégories des recettes (en %).....	46
Tableau 15 : Composantes de la Balance des paiements (en millions d'USD).....	47

## GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution annuelle de l'inflation entre 2007 et 2011.....	31
Graphique 2 : Cours indicatif de change .....	32
Graphique 3 : Cours parallèle de change .....	32

## FIGURES

Figure 1 : Les enchainements de la crise .....	18
Figure 2 : Schématisation de la propagation .....	19
Figure 3 : Effets de la crise sur la RDC : canaux de transmission.....	36

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages

1. Ngambo Fondjo P.V : Mesures prise ou à prendre en Afrique pour faire face à la crise économique internationale, 2009.
2. Aglietta M., la crise : Pourquoi on en est arrivé la ? Comment en sortir ? Paris, Michalon, Novembre 2008.
3. Kaprielian-Barthet L., la crise vue de l'intérieur, Paris, Porte de Versailles, 2009.
4. Jarion P., la crise des subprimes séisme financier planétaires, Paris, Fayard, 2008.

### Rapports, Articles, Cours et Documents

1. Philippe Hugon : La crise mondiale et l'Afrique : Transmission, impacts et enjeux.
2. Mitrega-Niestroj K. et Puszer B. : Monetary policy of the CIVETS countries in years 2006-2013, Journal of Economics and Management, 2015
3. UNCTAD , 2009, la Crise économique et Financière Mondiale et ses effets sur le développement. Cas de la RDC, New-York.
4. Yav Katshung J. : L'impact social de la crise financière mondiale en République Démocratique du Congo, Economic Justice Network of FOCCISA, Août 2009.
5. Cassimon D., Marysee S. et Verbeke K.: Impact de la crise sur le développement en R.D.C., Institute of Development policy, University of Anvers, Mai 2009.
6. Kabuya Kalala F. et Cassimon D. : Overseas Development Institute : Global Financial Crisis Discussion Series Paper 15: Democratic Republic of Congo Phase 2, 2010
7. Akhenaton Izu : Volatility of the prices of the mining products and vulnerability of the economy: will the economic growth be blown in RDC, 2016.
8. Kony Beya A., Nshue M. Mokime A. et Gbadi Masiopko E.: Performances macroéconomique en R.D.C., 2008-2012 et perspectives, Guide de cadrage macroéconomique ,2013.
9. Alexandre Nshue M.Mokime : Fragilités des performances économique-financières de la R.D.C. de 2002-2008, Banque Centrale du Congo.
10. Bedossa B. et Letilly G. : La crise économique de 2008-2009 : quels impacts dans les pays d'Afrique subsaharienne ? , ISSUU, Juillet 2011
11. BCC, 2008, la crise financière internationale.
12. CAFRAD,2009, Mesures prise ou à prendre en Afrique pour faire face à la crise économique internationale.
13. OCDE : Les conséquences économiques du terrorisme.
14. Daniel Mukoko Samba : La crise financière internationale expliquée, Ministère du budget, RDC.
15. Masangu Molongo,2008, La R.D.C. face à la crise financière internationale, Notes de conjoncture BCC.
16. Sebastian Paulo : L'Europe et la crise économique mondiale, Fondation Robert Schuman,2011.
17. B. Losembe M.: La crise financière et les banques congolaise, RDC finances, 2008.
18. Salin P. : La crise : causes, conséquences, solutions. Institut Constant de Rebecque, 2009

19. Punga Kumakinga P. : Les interventions du FMI en R.D.C. : base juridique, bilan et perspective.
20. BAD, L'effet de la crise financière mondiale sur l'Afrique.
21. BCE : La politique monétaire face à la crise : enjeux de court terme et ancrage à long terme
22. HEC Montréal : les caractéristiques générales des opérations de pension
23. Senat français : La politique monétaire. Objectifs, méthodes et nouveaux problèmes
24. Conseil d'analyse économique de France : La crise des subprimes.
25. Nextfinance : Comment marchent les collateralized debt obligations (CDO) ?
26. IOSR Journal of Business and Management. Les Canaux De Transmission De La Crise Des Subprimes Aux Pays Emergents : Cas De L'Economie Brésilienne.
27. Jean-Charles Bricongne, Jean-Marc Fournier, Vincent Lapègue Et Olivier Monso : De la crise financière à la crise économique. L'impact des perturbations financières de 2007 et 2008 sur la croissance de sept pays industrialisés. 2010.
28. Bruno Gurtner : The financial and economic crisis and developing countries, the graduate institute geneva, 2010.
29. Philippe Cottier : Le repo, un nouvel instrument de politique monétaire, Direction des opérations de change banque national suisse, 1998.

## **Mémoires**

1. Amesila Akwelo P. : La crise économique mondiale et son impact direct en RDC, 2011.
2. Elie Chanson Njoumené : Les répercussions de la crise financière internationale sur les pays émergents

## **Sites Web**

1. [www.bcc.cd](http://www.bcc.cd)
2. [www.banquemondiale.com](http://www.banquemondiale.com)
3. [www.FMI.org](http://www.FMI.org)
4. [www.bsi-economics.org](http://www.bsi-economics.org)
5. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)
6. [www.ocde.org](http://www.ocde.org)
7. [www.mataf.net](http://www.mataf.net)
8. [www.nbb.be](http://www.nbb.be)
9. [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

## **ANNEXES**

---

**Tableau 1 : Taux de croissance du PIB américain (avant la crise des subprimes)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Taux de croissance</b>	0,80	1,59	2,24	3,62	3,13	2,85

Source : statistiques financières internationale du FMI

**Tableau 2 : Evolution du taux d'inflation aux USA**

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Indice de prix à la consommation</b>	2,80	1,65	2,20	2,71	3,37	3,26	2,07

Source : statistiques financières internationale du FMI

**Tableau 3 : Evolution annuelle du taux prêteur en %**

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Prime rate</b>	6,92	4,68	4,12	4,34	6,19	7,96	8,25

Source : statistiques financières internationale du FMI

**Tableau 4 : Composition de la circulation fiduciaire en pourcentage**

Année	Circulation en banque	Circulation hors banque
2006	1,6	98,4
2007	4,3	95,7
2008	4,9	95,1
2009	3,3	96,7
2010	4,1	95,9
2011	5,0	95,0

Source : Banque Centrale du Congo 2011

**Tableau 5 : Contribution sectorielle en points de croissance de 2004 – 2007**

	2004	2005	2006	2007
Agriculture, sylviculture et pêche	0.3	1.2	1.33	1.26
Industries extractives	2.0	1.3	-0.08	1.58
Industries manufacturières	0.9	0.4	-0.01	0.00
Electricité, gaz et eau	-0.1	0.0	0.04	-0.01
Construction et travaux publics	1.3	0.7	0.53	0.40
Commerce de gros et de détail,	1.0	1.4	1.57	1.68
Transport et communication	0.6	0.6	0.81	0.51
Services marchands	0.5	0.2	0.44	0.41
Services non marchands	0.2	0.2	0.13	0.12
Total valeur ajoutée brute	6.7	6.1	4.76	5.95
Production imputée des banques	-0.3	0.3	0.03	0.11
Droits et taxes à l'importation	0.2	0.1	0.29	0.32
<b>Taux de croissance du PIB</b>	<b>6.6</b>	<b>6.5</b>	<b>5.08</b>	<b>6.38</b>

Source : Banque Centrale du Congo 2007 et DSCR 2006.

**Tableau 7 : Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut**

SECTEUR D'ACTIVITE	2006	2007	2008	2009	2010	2011
--------------------	------	------	------	------	------	------

<b>I. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PECHE</b>	<b>23,6</b>	<b>20,6</b>	<b>18,8</b>	<b>40,6</b>	<b>15,8</b>	<b>15,7</b>
<b>II. INDUSTRIES</b>	<b>21,5</b>	<b>16,1</b>	<b>30,0</b>	<b>39,8</b>	<b>57,9</b>	<b>49,0</b>
1. Activités extractives et métallurgique	2,1	5,4	23,7	12,1	45,9	35,3
2. Activités de fabrications	0,7	3,4	1,8	2,0	0,9	1,0
3. Production et distribution d'électricité de gaz et d'eau	0,6	0,2	-0,6	-0,4	0,1	-0,2
4. Construction	18,2	7,1	5,0	26,2	11,1	12,9
<b>III. SERVICES</b>	<b>50,6</b>	<b>57,2</b>	<b>53,5</b>	<b>30,6</b>	<b>19,9</b>	<b>26,6</b>
1. Commerce de gros et de détail	28,8	38,8	39,5	32,2	13,1	15,9
2. Transports, entreposage et communications	11,8	9,8	8,0	6,3	4,2	4,8
3. Services marchands(1)	8,0	6,7	4,7	7,6	2,6	5,8
- dont services financiers	0,4	0,3	0,3	4,2	0,1	-4,2
4. Administration publique et défense, sécurité sociale	2,0	1,9	1,3	-15,5	0,0	0,1
<b>S/TOTAL Valeurs ajoutées aux coûts des facteurs</b>	<b>95,7</b>	<b>93,9</b>	<b>102,4</b>	<b>111,0</b>	<b>93,5</b>	<b>91,3</b>
Production imputée aux coûts des facteurs	-1,1	-1,0	-8,9	-19,7	1,2	0,5
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	5,4	7,1	6,6	8,7	5,3	8,2
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2011.

**Tableau 11 : Evolution des prix des principaux produits d'exportations de la RDC**

	Déc. 07	Juill.08	Nov. 08	Déc. 08	Janv.09	Fév. 09
<b>MINERAIS</b>						
Pétrole brut (usd/baril)	95	147	50,6	38,9	41,6	44,1
Cuivre (usd/tm)	5.346,5	5.477,4	3.580	2.811	1.076,5	3.385
Cobalt (usd/lb)	29,4	38,1	17	16,6	17	15
Or (once)	693,6	940	815,7	869,7	928,7	939,8
Diamant (Carat)	22,6	32,1	16,2	16,2		
<b>PRODUITS AGRICOLES</b>						
Café Robusta (usd/tonne)	1.850	2.450		1.836		
Huile de palme (riggings/tonnes)	3.105	3.053		1.485		
Bois (cts/bdft)	234,8	253		179,7		
Coton (cts/lb)	67,9	71,6		40,9		
Caoutchouc (cts/kg)	259	316		109,5		

Source : Notes de conjonctures BCC 2007, 2008, 2009

**Tableau 12 : Evolution des cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise**

Produits et Marchés		Cotation	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cuivre	New york	USD/tm	6.187,6	7.331,3	7.172,2	6.102,0	7.730,1	8.819,1
	Londres	USD/tm	6.338,5	7.249,7	6.801,3	5.155,2	7.540,7	8.818,8
	Paris	EUR/tm	5.496,3	5.346,3	4.877,1	4.331,8	5.790,4	6.494,7
Etain	Londres	USD/tm	8.358,9	14.085,2	18.085,2	14.855,2	21.281,5	26.094,9
Zinc	Londres	USD/tm	3.163,2	3.321,5	1.892,4	1.655,1	2.162,7	2.190,5
Diamant	Kinshasa (CEEC) <sup>33</sup>	USD/carat	24,9	22,6	26,5	13,7	18,4	20,0
Cobalt	Londres	USD/lb	17,2	29,4	32,1	17,6	20,8	17,5
Or	New york	USD/ot	597,3	693,6	871,0	968,8	1.225,2	1.570,8
Pétrole	New york	USD/baril	61,6	71,7	100,5	61,7	79,5	95,1
Argent	New york	Cts/ot	1.029,4	1.058,2	1.086,9	1.466,0	2.014,6	3.515,8

Source : Bourse les Echos et Centre d'Évaluation et d'Expertise.

**Tableau 13 : Comparaison des recettes publiques, début 2008 et 2009 (en millions USD)**

<sup>33</sup> CEEC : Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des substances minérales précieuses et semi-précieuse

	Janvier 2008	Février 2008	Janvier 2009	Février 2009
<b>Recettes</b>	151,95	134,77	133,01	123,09
<b>Redevances</b>	28,30	1,99	19,21	10,88
<b>Recettes minières</b>	7,12	3,39	3,59	3,30

Source : Note conjoncturelle BCC, Rapport annuel 2011

**Tableau 14 : Importance de différentes catégories des recettes (en %)**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>69,1</b>	<b>76,2</b>	<b>78</b>	<b>56,6</b>	<b>71,1</b>	<b>75,3</b>
-Recettes des impôts sur le commerce extérieur	24,5	30,2	29,3	20,9	25,1	28,6
-Recettes des impôts sur les revenus	19,2	20,3	23,1	15,7	20,9	21,3
-Recettes des impôts sur les biens et services	21,9	24,3	24,6	19,3	24,4	24,8
-Autres recettes fiscales	3,5	1,4	1	0,7	0,7	0,7
<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>9,8</b>	<b>19,7</b>	<b>16,8</b>	<b>19</b>	<b>23,3</b>	<b>23,1</b>
<b>3. Recettes exceptionnelles</b>	<b>21,1</b>	<b>4,1</b>	<b>5,1</b>	<b>24,4</b>	<b>5,6</b>	<b>1,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Banque centrale du Congo, Rapport annuel 2011

**Tableau 15 : Composantes de la Balance des paiements (en millions d'USD)**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Comptes des transactions courantes</b>	<b>-395,5</b>	<b>-134,2</b>	<b>-1.049,7</b>	<b>-1.122,9</b>	<b>-2.042,2</b>	<b>-1.280</b>
-Balance commerciale	-186,9	890,7	144	-578	435,4	556,3
-Services nets	-473,0	-1.225,2	-1.271,5	-1.167,1	-2.274,1	-2.149,9
-Revenus nets	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1.046,2	-1.097
-Transferts courants nets	721,3	861,8	995,5	1.401,1	842,8	1.410,9
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>13,1</b>	<b>-56,6</b>	<b>401,6</b>	<b>458</b>	<b>678,1</b>	<b>1.326,8</b>
-Capitaux publics nets	151,4	50,9	117,1	227	77,7	913
-Capitaux privés nets	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,1	66,3
-ACANFNP		2,2	-0,6	2,6	-1,2	-46,6
-Opérations financières nettes	-68,6	-55,1	391,5	314	838,7	393,1
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>-48,4</b>	<b>80,8</b>	<b>16</b>	<b>-247</b>	<b>166,1</b>	<b>30,1</b>
<b>Déficit global</b>	<b>-430,8</b>	<b>-271,5</b>	<b>-632,2</b>	<b>-912</b>	<b>-1.198</b>	<b>76,3</b>
<b>Besoins de financement</b>	<b>430,8</b>	<b>271,5</b>	<b>632,2</b>	<b>912</b>	<b>1.198</b>	<b>-76,3</b>

Source : Banque centrale du Congo, Rapport annuel 2011